

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 14 JUIN 1978 - N° 748

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Renault : mardi, débrayages dans toute la Régie

## LES TRAVAILLEURS QUESTIONNENT LES DIRECTIONS SYNDICALES



- Flins : l'atelier des presses toujours occupé ; menaces de licenciements
- Sandouville : les divisions syndicales s'étalent
- Cléon : nouvelles manifestations dans les ateliers mardi matin

Lire nos reportages pages 6 et 7

### PCF :

## le mouvement des femmes mis à l'index



«Opération», «manœuvre», Marchais a lancé de nouvelles et hargneuses attaques contre les groupes femmes présentés comme des groupes manipulés visant à «apporter de l'eau au moulin social-démocrate». La hargne du PCF, dont les gros bras n'ont pas hésité, dans un passé encore récent, à attaquer des groupes femmes dans la rue (exemple : le 1<sup>er</sup> mai 76) est révélatrice de l'inquiétude de la direction du PCF devant la montée de la contestation dans les rangs mêmes de ce parti.

Lire en page 3

## Selon l'INSEE : 2 millions de chômeurs en 1983

2 millions de chômeurs en 83, une hausse des prix parmi les plus fortes d'Europe, une augmentation de la ponction sur le salaire ouvrier pour la Sécurité sociale, voici les perspectives envisagées dans une étude explosive que vient de publier l'INSEE. S'exprimant sur le chômage, à l'occasion du 7<sup>e</sup> Plan, Giscard avançait alors comme objectif «le retour au plein emploi»...

Lire en page 8

## Table ronde : les radios libres prennent la parole

Le Quotidien du Peuple donne aujourd'hui la parole à trois collectifs radios dans le cadre de son enquête et autour d'une «table ronde» : «La parole on nous l'a volée, nous pouvons la reprendre». Une parole qui pourrait être d'une utilité précieuse au service des luttes populaires...

Lire en page 12

### ITALIE

## 7 millions de voix contre le «compromis historique»

*Le PCI désavoué par une partie  
de son électorat*

Les grands partis italiens, surtout la DC et le PCI, n'avaient pronostiqué qu'une petite minorité de Oui au référendum italien. Finalement, c'est près d'un quart des votants, dont plus de 20 % de l'électorat du parti révisionniste, qui a voté pour l'abrogation de la loi d'ordre public. Celle-ci adoptée par le Parlement italien en 75, vise à la restriction des libertés démocratiques.

Le résultat du scrutin de dimanche-lundi signifie l'affirmation d'une puissante force contre le «compromis historique» et le renforcement de l'Etat, pour lequel l'enlèvement de Moro avait été largement mis à profit.

Lire en page 9

## L'équipe de France

Retour  
du Mondial  
les mains vides

Les vingt deux de l'équipe de France de football regagnent leurs pénalités sans avoir obtenu de nouvelles précises sur leurs vingt deux compatriotes détenus ou «disparus» en Argentine. L'action spectaculaire des footballeurs français n'a donc pas eu lieu, le président de la Fédération Française de Football, Sastre les ayant sans doute court-circuités pour éviter d'avoir à endosser la responsabilité d'un acte que Giscard et consorts n'auraient pas manqué de désavouer. Sastre s'est contenté de faire des démarches qui tiennent plus de la diplomatie de salon que de la détermination à satisfaire les demandes angoissées de l'association des parents et amis des Français disparus ou détenus en Argentine. Sastre n'a pu

que présenter la liste des dix détenus et des onze disparus français, liste que l'association avait remise aux responsables de l'équipe de France avant son départ! Certains détails, date de naissance, et encore la plupart sont-ils faux, ont été rapportés en complément mettant ainsi fin à l'action «collective» que la délégation devait tenter. Cette «éclatante» action, et son aboutissement «spectaculaire», qui ne peut que «rassurer» les parents des détenus et des disparus, n'a pu être menée, selon la délégation, que «grâce» à une étroite coopération des autorités diplomatiques et consulaires françaises en Argentine! Il est vrai que la délégation française s'interdit de porter un jugement sur le régime argentin!

2 MILLIONS DE CHÔMEURS EN 1983,  
prévoit une étude de l'INSEE

Deux millions de chômeurs en 1983. C'est la conclusion qu'on peut tirer de la lecture du rapport que l'INSEE publie dans la revue *Économie et Statistiques*. Projetant à l'horizon 83 les données actuelles, les auteurs du rapport estiment que la stagnation continuera à dominer, que la hausse des prix sera plus forte en France que dans tous les autres pays, ce qui entraînerait une «dérive du franc à la baisse», c'est-à-dire une inflation soutenue. La hausse des prix serait en moyenne de 8 % par an. «Le chômage se gonflerait d'environ 600 000 personnes à partir de son niveau de 1976.» C'est-à-dire qu'il tournera autour de 2 millions de chômeurs! La hausse des prix dans le secteur médical devant de surcroît entraîner une augmentation des cotisations de la Sécurité sociale et des impôts...

Ces prévisions avancées dans ce rapport explosif ne tiennent évidemment aucun compte de la riposte et de la lutte des travailleurs. Mais l'orientation indiquée, qui confirme celle du nouveau plan Barre, est inquiétante. Et comment peut-on ne pas rapprocher ces prévisions des paroles de Giscard qui déclarait hier : «Il ne faut pas s'étonner que l'embauche n'ait pas encore repris massivement.» Hier, c'était en 1976...

## Le comité de soutien accuse

Le fils de Mireille Bressolles  
toujours sans ressources !

Soisson et la bourgeoisie auxerroise sont accusés à devoir se prononcer suite au travail persévérant du Comité Bressolles. En effet le comité a cerné toutes les «irrégularités» des administrations intéressées. Ils ont pris peur. Maintenant, ils ne veulent toujours pas endosser les responsabilités de leur décision, ils en réfèrent à la «justice».

Face à cette situation, le comité Bressolles a décidé, pendant que la justice «statuait», de s'adresser une fois de plus à la population pour continuer à l'informer de cette scandaleuse affaire. Pendant les festivités soissonnesques à base de fanfares, le samedi 10 juin, le Comité était présent avec banderole, tracts, prise de parole, etc...

Toutes les interventions du Comité reçoivent un accueil favorable, le soutien financier est important à chaque apparition. C'est l'indignation que le Comité constate, telle cette femme qui criait : «C'est dégueulasse, Soisson il promet tout pour les élections mais nous le peuple il nous fait crever» ou «comment peut-on vous aider» ou encore, un jeune : «Je suis de Paris, je ne lis pas France-Soir, je connais l'affaire, continuez c'est un scandale» et il déverse son porte monnaie dans la caisse de soutien.

Par une note confidentielle,  
Simone Veil fait  
donner les préfets  
contre les hospitaliers

La lutte menée par les travailleurs de multiples centres hospitaliers ne cesse d'inquiéter le Ministère de la Santé.

Celui-ci, sans rien céder sur les revendications, vient, dans une note administrative à l'intention des préfets — donc confidentielle — de rappeler la nécessité de réprimer les grévistes par tous les moyens «légaux» possibles.

Si la note que nous publions aujourd'hui ne comprend pas de dispositions nouvelles, il est intéressant de constater de quelle manière Simone Veil a décidé de traiter avec le mouvement de grève dans les hôpitaux! Révélatrice de la politique

réactionnaire du pouvoir, cette note l'est aussi de l'efficacité d'un mouvement de grève administrative qui coûte des centaines de millions de francs de «perte» chaque jour à l'administration.

En ce sens, cette note ne peut que renforcer la confiance des hospitaliers dans l'efficacité de ce type d'actions grévistes : la grève administrative assure une gratuité totale des soins pour les malades...

Il paraît difficile que les préfets puissent, compte tenu du rapport de forces, faire appliquer partout ce type de sanctions mais, comme un homme averti en vaut deux...

Ministère de la Santé et de la Famille, Paris, le 5 mai 1978, Note juridique à l'attention de Messieurs les Préfets (extraits).

Objet : Mouvements de grève dans les établissements hospitaliers publics.

Les mouvements de grève dont on constate qu'ils ont actuellement tendance à se développer dans certains établissements s'assortissent parfois, de la part des personnels, d'agissements se situant hors du cadre légal défini par les articles L. 521-2 et suivants du code du travail relatifs à la grève dans les services publics.

La présente note a pour objet de vous rappeler les textes législatifs ainsi que les instructions que vous-mêmes et les chefs d'établissements concernés ont à mettre en œuvre pour assurer la continuité du service public, en mettant fin à ces comportements illégaux (...)

À ce sujet, il convient de faire, en ce qui concerne les mesures devant être prises, une distinction entre les agents qui refuse-



Piquet de grève à Ste Anne. Les flics y intervenaient que quelques jours plus tard.

raient de rejoindre leur poste de travail et les agents qui l'ayant rejoint se soustraient à certaines de leurs obligations de service (...)

Dans le deuxième cas, il conviendra de traduire l'agent devant le conseil de discipline (...)

Bien évidemment, et parallèlement aux procédures ci-dessus, le traitement de

l'agent devra être suspendu en application soit des dispositions de l'article 4 de la loi N° 61 - 825 du 29 juillet 1961 (service non fait), soit des dispositions de la loi n° 77 - 826 du 22 juillet 1977 (service partiellement non fait).

Par ailleurs, il a été constaté dans quelques établissements que les ac-

tions entreprises par le personnel ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'une grève licitement déclarée mais avaient pour objet la rétention, le détournement ou la destruction de documents administratifs nécessaires à la facturation des journées d'hospitalisation ou des actes médicaux (...)

Il conviendra donc que, dans l'hypothèse où de tels agissements seraient relevés, la direction, en tant que responsable du fonctionnement de l'établissement, porte plainte soit contre les agents coupables, soit contre X si ces agents ne peuvent être déterminés, auprès du ministère public (...)

Depuis quelques jours, toutes les autorités s'émeuvent et nous abreuvent de belles paroles :

1 : La nouvelle directrice de la DDASS voudrait une solution humaine mais... elle dit n'avoir aucun pouvoir.

2 : Soisson, qui pendant un an n'avait rien pu faire, se précipite maintenant pour déclarer «qu'il appuiera de tout son poids politique... auprès de la DDASS... qui n'a aucun pouvoir !

3 : Le nouveau préfet qui lui a le pouvoir parle d'une solution humanitaire «unaniment souhaitée», mais... il envoie l'affaire

devant le tribunal administratif de Dijon !

Devant un cas aussi complexe, ce tribunal devra trancher en quelques jours !

Connaîtra-t-il les promesses orales qui avaient été faites ? Confronté à un dossier, que deviendra pour lui l'aspect humain de ce problème ?

Le recours à la Justice n'est-il pas un moyen dévolu par le pouvoir pour se dégager de toute responsabilité ?

Vous tous qui êtes scandalisés, exigez avec nous l'application des engagements et des promesses ! Exigeons le capital décès pour Fabrice Bressolles !

Comité Bressolles

Ultérieurement, et compte tenu de cas échoués des résultats de l'enquête judiciaire, les actions disciplinaires qui s'imposent devront être entreprises, en tout état de cause.

J'ajoute qu'il appartiendra éventuellement au Parquet d'étendre, au titre de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, les poursuites aux personnes ayant provoqué la commission des actes délictueux par voie de presse ou tout autre moyen de publication.

Pour le Ministre  
et par délégation  
le Directeur  
des Hôpitaux  
Jacques GUILLOT

# LES «REUNIONS DE PRESSE» DE GISCARD

● Giscard tient mercredi 14 la cinquième conférence de presse de son septennat.

Il va en profiter, comme à l'accoutumée, pour faire un vaste tour d'horizon de ses promesses, accompagné, comme à l'accoutumée aussi, d'une autosatisfaction avouée. Il n'y a vraiment pas de quoi si l'on se réfère à ce qu'il a pu répéter dans ses précédentes conférences de presse.

Réforme oblige, Giscard ne tient d'ailleurs pas des «conférences de presse». Il tient des «réunions de presse». Tout le monde saisira l'ampleur du changement. Celles-ci se passent dans la grande salle des fêtes de l'Élysée, devant quelques centaines de journalistes soigneusement triés. C'est en choisissant ces journalistes que les conseillers de Giscard se seront «amicalement» fait communiquer le type de questions qui seront posées, ou à tout le moins les sujets qui seront abordés. Les interpellations du peuple ne franchissent jamais les portes de l'Élysée, tout se passe entre habitués.

C'est le 25 juillet 74, deux mois après son élection, que Giscard a tenu sa première réunion de presse. Il s'est alors fixé pour but de «conduire le changement», en demandant aux Français 500 jours pour y parvenir. Ce qui reporte au 7 décembre 1975. Qui s'est aperçu ce jour-là du profond changement intervenu dans notre pays ? Il est vrai que Giscard avait déjà corrigé les choses : à sa seconde réunion de presse, le 24

octobre 1974, il a reconnu qu'il lui fallait «gérer l'imprévisible». Quand on gère l'imprévisible, n'est-ce pas, on ne peut faire que des promesses aléatoires.

Sur le chômage par exemple, plaie cruelle de la politique giscardienne.

## OCTOBRE 74 : LE CHÔMAGE DIMINUE

Le 24 octobre 74, Giscard disait : «Notre problème, à l'heure actuelle, c'est de poursuivre la désinfection tout en apportant un soutien nécessaire à l'activité économique et à l'emploi. C'est donc, comme vous le voyez, un problème difficile». Sept mois plus tard, au cours cette fois-ci d'un «déjeuner de presse», il se déclarait prêt à prendre des «mesures énergiques» face à un chômage «qui atteint le seuil critique». Le problème est posé en octobre 74, les «mesures énergiques» sont envisagées en mai 75, qu'en est-il lors de la troisième réunion de presse, en avril 76 ? «En ce qui concerne l'emploi, il ne faut pas s'étonner que les conséquences de la reprise n'apparaissent pas encore,

encore que depuis l'hiver, le nombre des demandeurs d'emploi plafonne et même diminue».

Si les chiffres de l'emploi «plafonnent», c'est parce que «la production est à l'heure actuelle à mi-chemin entre le point le plus creux et le point le plus haut. Il ne faut donc pas s'étonner que l'embauche n'ait pas encore repris massivement». En avril 76, l'embauche n'a pas «encore» repris «massivement»... Qu'en est-il un an plus tard, lors de la quatrième réunion de presse, le 17 janvier 77 ?

## JANVIER 77 : LE CHÔMAGE DIMINUE

«Nous procédons à l'heure actuelle, vous le savez, à une analyse de fond de cette situation de l'emploi, d'où il ressort ceci : que le nombre de demandeurs d'emploi à l'heure actuelle — fin décembre — est stable, comme je vous l'ai dit, avec une très légère tendance à la diminution. Ce nombre ne fait donc pas apparaître d'augmentation depuis l'année dernière, malgré les difficultés de l'économie française en 76».

Prenons un risque : celui de dire que Giscard va annoncer ce mercredi 14 juin 78 que le nombre des chômeurs plafonne, et même diminue...

Les élucubrations (cons-

cientes) de Giscard sur l'emploi ne sont pas des exceptions. On pourrait citer à perte de vue les perles qui émaillent les réunions de presse de Giscard. En octobre 74, c'était le thème du monde malheureux : «Le monde est malheureux. Il est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va, et que, s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe».

En avril 76, tout allait mieux, et la France peut espérer «être dans le peloton de tête des nations moyennes». En 74, Giscard détournait une question pour insister sur le fait qu'il a «un excellent premier ministre». C'est Chirac. En janvier 77, il lance la vaste idée du «pluralisme organisé». Quelques minutes plus tard, il laisse entendre qu'il soutiendra d'Ornano lors des municipales à Paris. Quelques heures plus tard, Chirac annonce sa candidature. Exit le «pluralisme organisé».

Regonflé par la victoire de mars, Giscard va certes tenir des propos plus assurés, il va multiplier les promesses, il va répéter haut et fort «qu'il l'avait toujours dit».

Une fois encore, à la place du feu d'artifice d'idées annoncé, on aura droit à un banal écran de fumée.

Nicolas DUVALLOIS

## Fête du PCF à Saint-Dizier : la démobilisation

La fête de la Fédération de Haute-Marne du PCF a rassemblé moitié moins de monde que les années précédentes. Certaines cellules brillaient par leur absence. Uniquement des stands de jeu : la cellule de l'usine I.H.S. actuellement en lutte n'évoquait pas cette lutte dans son stand...

Aucun débat sur la situation actuelle. Mais le stand de la JC proposait une retransmission des matchs du Mondial et interdisait au COBA d'exposer son point de vue.

Le meeting central, non annoncé à l'avance, fut l'occasion pour le maire Cartier et le secrétaire fédéral Roy, membre du CC, de reprendre les litanies désormais classiques contre les oppositionnels fractionnistes et le PS, responsable de la défaite de la gauche. L'assistance et les applaudissements furent d'ailleurs deux fois moins fournis que pour le tour de chant de Bernard Lavilliers qui suivait. L'habituel raccolage pour l'adhésion à la JC était fait par les militants des autres départements, la JC n'ayant pratiquement plus d'existence à Saint-Dizier.

Cette fête fut l'occasion pour les communistes révolutionnaires de prendre contact avec des militants de la JC et du PCF qui avouaient leur manque de perspectives. Tel militant reconnaissait que l'URSS n'était plus un pays socialiste, tel membre de la JC de Longwy qu'il n'y a pas de démocratie au PCF.

## Althusser contre Les Nouvelles littéraires

Althusser attaque en justice *Les Nouvelles Littéraires*, qui avaient publié une interview de lui.

Il affirme que l'hebdomadaire s'était engagé à ne publier qu'une «présentation de sa personne» et nullement de ses propos. *Les Nouvelles littéraires*, selon Althusser, auraient violé leur engagement de ne publier ce texte qu'après le lui avoir soumis.

## Candidatures écologistes aux prochaines élections

Le Comité de liaison Transports-Ecologie s'est réuni à Paris le week-end dernier.

Ce Comité s'est constitué autour de plusieurs organisations écologistes et d'autres associations qui interviennent sur le problème des transports (telle que la Fédération des Usagers des Transports, les Droits du Piéton, les Comités anti-autoroutes...).

Le Comité entend protester contre le programme autoroutier et le développement du transport poids lourds. Il a envisagé la possibilité de sa participation aux élections cantonales de 1979 ainsi qu'à celles du Parlement européen. Il s'est également prononcé pour une grève du paiement des transports en commun à partir du 2 juillet prochain.

## Election sénatoriale partielle

Une élection sénatoriale partielle a eu lieu dimanche dernier en Haute-Loire pour pourvoir au remplacement de Jean Proriot, PR, élu député en mars dernier. La majorité s'y présentait dévisée avec trois candidats.

C'est le RPR Gouteyron qui l'a emporté devant le candidat du PS. La *Lettre de la Nation* de ce lundi en profite pour décocher quelques flèches à l'intention de ses partenaires de la majorité, présentant cette élection comme «une belle victoire pour le RPR dans ce département traditionnellement centriste et dont Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, préside le Conseil général».

«Enfin» poursuit *La Lettre de la Nation*, «il faut relever que le candidat du RPR est nettement majoritaire dans le bassin du Puy, fief centriste, qui est actuellement secoué par la crise des tanneries.»

## Week-end femmes du PCF

# VIOLENTES ATTAQUES DE MARCHAIS CONTRE LES GROUPES FEMMES

L'initiative des «femmes oppositionnelles» du PCF, a entraîné une réaction rapide et inquiète de la direction de ce parti. Citant largement les travaux du week-end «femmes» du PCF à Argenteuil (qui réunissait les femmes élues, les responsables fédérales et le bureau politique) *l'Humanité* s'étend sur deux grandes pages, sur la question.

Madeleine Vincent apprécie «les retards» du PCF, entre autres dans la lutte pour l'avortement et la contraception (terme choisi pour gommer l'opposition du PCF à cette lutte) comme pouvant entraîner «des manques à gagner» pour le «recrutement» féminin du parti. Puis elle se lance dans de vives attaques contre les «groupes femmes» caricaturés comme une simple «opération» de division «menée contre le PCF» par le parti socialiste et la LCR !

Déformant sans la moindre gêne l'orientation générale du mouvement

des femmes, M. Vincent déclare «il ne s'agit pas d'organisations d'union. Leur seule activité est une agitation de toute nature dirigée contre les hommes en général et non contre le pouvoir et le grand patronat». Une minute après avoir expliqué

que ces groupes sont manipulés par la LCR et le PS Madeleine Vincent qui n'a pas peur de se contredire, explique «ces groupes ont même appelé à l'abstention lors des élections législatives et particulièrement à la campagne contre les partis, dont on

sait qu'elle est essentiellement dirigée contre notre parti communiste».

Suite à quoi la direction du PCF répond à ses oppositionnels en interdisant aux militants du PCF de travailler dans ces groupes... Prenant résolument la défense de «l'homme» menacé, Marchais dans son discours explique que les groupes femmes «tentent de faire porter la révolte légitime des femmes contre l'homme», et contre le parti communiste «pour dédouaner le pouvoir» ! Reprenant la thèse de la «manœuvre» de la bourgeoisie Marchais s'étonne de la «publicité» faite par la télévision (!) à ces groupes ! Tout le monde se rappelle que Marchais s'étonne enfin que le PCF soit présenté par la presse comme «une sorte d'immense maison de correction». Conclusion à ce débat crispé : une campagne de «recrutement» de femmes en automne.

P.P.

## Le patron-espion des syndicats était au PCF

Deux patrons du PCF ont été conduits par une intersyndicale de chauffeurs de taxis de Marseille au grand complet à l'Hôtel de Police...

Les chauffeurs s'étaient réunis pour discuter de leurs statuts, rémunérations et conditions de travail, dans un petit théâtre. Observant un flottement suspect du rideau du théâtre, ils tirent brutalement le rideau et découvrent le président et le vice-président de l'organisation patronale des taximètres de Marseille, deux membres notoires du PCF.

Les patrons, blafards, n'ont pu cacher les magnétophones qu'ils portaient. Ils voulaient «seulement savoir ce que cachait cette réunion à laquelle ils n'avaient pas été invités», selon leurs propres propos !

Conduits par les chauffeurs à la police, ils ont assisté au dépôt d'une plainte «pour entrave à la liberté syndicale et abus de confiance».

## ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....



## Une répression croissante

11 juin 1968 : à l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard, deux ouvriers meurent assassinés : le premier, Pierre Beylot, a 24 ans. Il est atteint par deux balles de fusil-mitrailleur tirées par les CRS. Le second, Henri Blanchet, âgé de 49 ans, perd l'équilibre et meurt en tombant d'un parapet, sous l'effet de l'éclatement d'une grenade offensive.

La veille, 10 juin, un lycéen de 17 ans, Gilles Tautin, membre de l'UJCML, s'était noyé près de Flins, alors qu'il tentait d'échapper à une charge de CRS.

Mai 68 n'a pas été, comme certains voudraient le faire croire aujourd'hui, un mouvement sans conséquence dont les seules victimes auraient été les arbres, quelques voitures, et les pavés, pour reprendre l'expression de Michel Jobert. Non, qu'elle se soit ou non sentie réellement menacée, la bourgeoisie n'a pas hésité à mettre en branle des moyens de répression qu'elle n'a cessé de perfectionner et d'adapter, une répression qui a pris aussi bien le visage de la violence policière la plus brutale que celui, plus subtil mais tout aussi meurtrier, d'une contre-offensive politique, avec la constitution des soi-disant «comités de défense de la République».

La riposte en effet ne s'est pas fait attendre. Dès les premières manifestations étudiantes, et en dépit des accords passés, les forces de police sont intervenues avec une rare brutalité. Le 3 mai, lors d'un meeting pacifique qui se tenait dans la cour de la Sorbonne, les gardes mobiles sont intervenus. Non simplement pour faire évacuer les lieux, mais dans le but avoué de stopper le mouvement : tous les leaders sont embarqués. Un participant raconte : «La lenteur de l'évacuation de la cour était liée au fait que les étudiants qui sortaient ne pouvaient se disperser librement, mais que tous étaient dirigés d'office vers ces cars de police».

Ce n'est là que le début d'une longue série d'exac-

tions qui vont vite devenir beaucoup plus graves : passages à tabac systématiques, dans les rues et les commissariats, mais aussi et de plus en plus, charges contre les manifestants, assaillis avec un armement de plus en plus perfectionné, grenades lacrymogènes, puis grenades offensives, puis grenades «criquet» qui contiennent un gaz nocif, mortel à haute dose, très utilisé par les Américains au Viet-Nam. Le 24 mai à Paris, un jeune homme de 26 ans, Philippe Mathéron serait mort d'un éclat de grenade reçu dans la région du cœur.

Il est la première des 19 victimes qui ont pu être recensées, au cours de ces mois où la répression s'est faite de plus en plus sauvage. Mais ce chiffre ne représente rien par rapport aux centaines de personnes blessées, mutilées au cours des différents affrontements et manifestations : entre le 3 mai et le 30 juillet, ce sont 1798 blessés qui ont été hospitalisés, et l'on sait que, par crainte de la répression, nombreux sont les manifestants qui ont préféré se soustraire à cette procédure. Mais la répression mise en œuvre par la bourgeoisie ne s'est pas limitée à ces attaques sauvages contre les étudiants et contre les grévistes. Elle a également pris la forme d'une riposte politique, avec, l'interdiction, de 11 organisations politiques, parmi lesquelles le

PCMLF, survenue le 12 juin, et la constitution des CDR.

C'est dès le 30 mai que De Gaulle, dans un discours radiotélévisé, a appelé à la constitution de ces «comités», parmi lesquels se retrouvèrent pêle mêle anciens de l'OAS, militants des SAC, (Services d'Action Civique), et autres sbires, et qui à diverses reprises intervinrent contre les grévistes ou prêtèrent main forte aux milices patronales, dans la plus parfaite impunité.

Enfin, la bourgeoisie avait également pris soin de se ménager un ultime recours : le 29 mai, «trompant» la surveillance de ses gardes du corps, De Gaulle a rendu visite à Massu et à ses troupes, stationnées à Baden-Baden : au cas où la reprise en main se serait avérée trop difficile, les troupes armées se tenaient prêtes à intervenir.

10 ans plus tard, une tendance se dessine, qui tend à donner une image amoindrie, aseptisée, de cette répression savante et féroce, comme si l'on voulait gommer ce passé peu convenable pour une société «libérale avancée». Mais la récente évacuation de Renault, comme maintes autres interventions policières nous montrent tous les jours le véritable visage de cette société, qui a formé ses troupes répressives en mai 68.

FIN

### 12 juin : la dissolution

C'est Raymond Marcellin qu, le 12 juin, propose en conseil des ministres, entre autres mesures répressives, la «dissolution des groupes gauchistes». Il ne s'en cache pas, il s'en fait gloire même : «Aussi, écrit-il à ce propos, ma tactique consiste-t-elle à frapper à la tête en créant l'insécurité pour les mouvements subversifs mêmes».

Et c'est un déferlement de perquisitions, de saisies d'archives, de filatures, d'écoutes téléphoniques qui permettent, à toute allure, de désorganiser et de paralyser les groupes gauchistes pour assurer des élections calmes et renverser la situation de force dont avait parlé le général de Gaulle dans son allocution du 30 mai.

Les perquisitions de la police judiciaire aux sièges des mouvements révolutionnaires donnent une moisson fructueuse de fichiers de militants, de listes d'adresses, immédiatement exploitées.

## Le 87, avenue d'Ivry (Paris) détruit par les promoteurs

### BILAN D'UNE OCCUPATION

Après 8 mois d'occupation, le 85/87 Avenue d'Ivry (Paris 13<sup>e</sup>) est sur le point d'être vidé de ses derniers habitants par les démolisseurs.

Les «cas sociaux», selon l'expression du propriétaire, Le Logement Français — société anonyme d'HLM — sont relogés ou en passe de l'être. Les autres, squatters par vocation ou par nécessité, mal-logés attirés par les superbes trois pièces, sont partis avant l'expiration des délais accordés par le tribunal.

La chute de ce bel immeuble de cinq étages isolé dans une ZAC en cours de rénovation depuis 5 ans, indignes les gens du quartier, plus peut-être que cette expulsion déguisée.

#### LA DÉMOBILISATION PUIS LA DÉBÂCLE

Après le procès du 17 mars qui accordait aux occupants des délais jusqu'au 6 juin, petit à petit ceux-ci seront découragés : «On sentait qu'on ne pouvait pas résister». Attendaient-ils des procès une victoire plus nette, plus définitive ? Sans unité réelle, pouvaient-ils espérer imposer le maintien dans les lieux au promoteur, décidé à poursuivre son projet et à ne pas créer de précédent ?

Le 1<sup>er</sup> Mai, une fête mal préparée, peu susceptible de remonter le moral des occupants, les tensions continuelles provoquées par l'autoritarisme de l'un, les négligences de l'autre... Autant de signes de faiblesse de cette occupation.

Profitant de la situation, le commissaire cherche à intimider : «Le 6 juin, il faudra partir, et si vous amenez 500 personnes, je fais venir 500 CRS pour vous déloger». Malgré tout, les autorités préfèrent un règlement «en douceur» : ce sont les démolisseurs qui chasseront les occupants... (cf. encadré).

#### «LES DÉMOLISSEURS EN FOLIE»

En toute illégalité, les démolisseurs entrent en action avant l'expulsion : bulldozer dans la cour, plafonds percés dans les appartements abandonnés, compteurs arrachés même pour les abonnés (avec la complicité de l'EDF). La destruction à la «poutre» de l'immeuble commence : c'en est trop pour les occupants qui, appuyés par des militants de la section CNL, descendent dans la rue pour arrêter la grue qui fait vibrer les cloisons et secoue les planchers. Devant la détermination des occupants, la police donne l'ordre d'arrêter.

#### RELOGÉS IN EXTREMIS

La démolition suspendue sur ordre du commissariat, Le Logement Français relogé aussitôt deux couples : les appartements sont petits, mais situés dans le quartier. Deux ou trois autres familles atten-

tion sauvage qui vise indifféremment taudis et bâtisses solides.

Mais s'en tenir à ces aspects pour parler d'échec serait tout aussi faux que de ne parler que des relogements pour crier victoire. L'acquis c'est pour beaucoup une expérience assez moche «nous avons appris à nous battre». Et si l'on retient cette déclaration d'un occupant «la finalité d'un squatter c'est que ça existe, qu'on en parle, qu'on en fasse quelque chose d'exemplaire», alors, sans doute, le 85/87 a existé.

dent encore. L'aboutissement de leur demande, appuyée par les élus et les associations, serait une victoire pour ces mal-logés.

#### L'EXPÉRIENCE D'UNE OCCUPATION

Il est difficile de faire le point de cette occupation pas comme les autres. Entamée à l'initiative de la section CNL 13<sup>e</sup> avec des familles mal logées pour obtenir des logements décentés, cette occupation s'est fixée peu après deux objectifs plus ambitieux : sauvegarder l'immeuble et obtenir un titre de location contre paiement d'un loyer calculé à la surface corrigée (loi de 1948). Avec l'arrivée de «squatters» peu soucieux de ces revendications, l'immeuble a fini par rassembler des gens bien différents... Cette diversité était-elle une richesse ? «Il aurait pu se passer des choses» regrettent certains. Pierre, plus terre à terre, constate : «C'était le vrai «bordel», j'en ai une tête comme ça». Ces occupants aux modes de vie trop différents, divisés de surcroît sur les objectifs, n'ont jamais pu se défendre collectivement ni même vivre ensemble !

La chute de ce bel immeuble, conséquence de cette division, marque de plus la faillite d'une trop faible opposition à la réno-

#### L'AVENIR DES OCCUPATIONS

Une occupation même aussi boiteuse que celle-ci peut aboutir à un relèvement partiel «rien que pour le logement fallait rester» constate un des derniers squatters.

Cependant, il ne semble guère possible de réussir une occupation sans concertation préalable. Pour un des plus déterminés des occupants «l'occupation c'est bien si c'est à l'initiative de groupes à conditions qu'ils n'étouffent pas la lutte des occupants».

La bonne connaissance des lieux est aussi déterminante : pour certains le 85/87 avec ses vingt appartements «c'était beaucoup trop grand», pour d'autres un bâtiment trop isolé dans le quartier. L'indignation des habitants devant la démolition des immeubles en bon état, a été grande, leur sensibilité aux problèmes des mal-logés rendent plus concret encore le mot d'ordre «occupation des logements vides pour les mal-logés». En témoigne l'intérêt et l'appui apportés par de nombreuses associations du 13<sup>e</sup> à cette occupation...

Corresp. 13<sup>e</sup>

Les bulldozers passent sur le 85/87. Mais l'occupation a sensibilisé une opposition prête à s'organiser.

Ouverture des négociations par branche

## LE MYTHE DE LA CONCERTATION...

Ainsi donc, il a fini par arriver, ce jour tant attendu par certains aux lendemains d'élections législatives difficiles. Ce mardi, s'ouvrait la série de négociations dont on nous a rebattu les oreilles pendant des semaines ! A l'époque, pas si ancienne d'ailleurs, les états-majors syndicaux, abattus par la défaite électorale de la gauche, sans perspectives pour de longs mois sans doute, s'étaient précipités de salons en salons pour les quémander. Selon eux, les travailleurs étaient aussi abattus qu'eux mêmes et sans plus de perspectives, n'étaient pas prêts à lutter. Et voilà que, particulièrement à la direction CFDT, on se proposait «d'être efficace», d'obtenir les résultats même mineurs. Ce que certains appellent «faire son métier de syndicaliste»...

Mais ne voilà-t-il pas qu'à l'heure où ces négociations s'ouvrent, «le réveil social», comme disent ceux qui croyaient la classe ouvrière endormie, dérange ces plans harmonieux. Les travailleurs de Renault, de LMT ou d'ail-

leurs, ce ne sont pas des miettes qu'ils réclament ; 300 F pour tous, les 35 heures, la cinquième semaine de congés payés... Qui peut nous faire croire qu'à l'heure où l'ouverture tant chantée montre ses colonnes de flics, les patrons vont céder, sur un simple tapis vert, ce que demandent effectivement les travailleurs ? Est-ce ces revendications que les directions syndicales s'apprennent à négocier ? A l'évidence, les lettres des uns et des autres, Barre, Ceyrac, et cie sont claires : on parle même de supprimer la notion même de SMIC, de revenir sur la loi des 40 h... Les négociations par branches ? On ne peut rien en attendre, sinon des miettes ! Et aujourd'hui, ceux qui, dans les directions syndicales, ont tout misé sur elles, ont tout organisé en fonction de cet objectif, redeviennent étrangement muets ! De quoi auraient-ils l'air, devant les travailleurs en lutte, qui affirment que les revendications, les vraies, il faudra les arracher !

M.C.



Renault-Cléon : «300 F pour tous». Négociable au tapis vert ?

### Silence... on négocie

Lundi soir aux informations de 20 heures, on nous a annoncé que dès ce mardi allait s'ouvrir une série de négociations sur les salaires. Le gouvernement commençait par les banques, mais c'est 30 autres branches qui doivent suivre.

Quelques secondes avant, on nous disait qu'à Cléon, ça tournait rond, pour ainsi dire : qu'à Flins, les presses étaient toujours occupées mais que les grévistes «n'étaient pas soutenus par leurs camarades» et qu'au Mans, la situation était tout à fait normale, même s'il devait y avoir ce mardi 24 heures de grève ! Quelle dérision !

### La grève aux aciéries de Pompey

Suite à l'annonce de 600 licenciements, les travailleurs des aciéries de Pompey sont entrés en lutte. La grève est partie des hauts-fourneaux la semaine dernière où les gars refusent le passage de 4 gars par poste à 2 gars par poste. La grève a été reconduite tous les jours, s'est étendue à d'autres ateliers et a été soutenue par des débrayages de 4 h dans de nombreux services de l'usine. Maintenant les 3 hauts-fourneaux sont arrêtés privant l'usine de gaz. La direction a lock-outé un certain nombre d'ateliers appelant les travailleurs à rester chez eux lundi matin. Par cette tactique, la direction visait à briser la mobilisation pour l'AG qui devait se tenir lundi matin. Finalement ce sont 600 travailleurs qui ont participé au meeting de lundi dernier. Pour les jours qui viennent la mobilisation des AG du matin compte beaucoup et permettra de définir les formes de lutte pour s'opposer au lock-out.

### T.F.R. : des menaces contre ceux qui luttent

Lundi 12 juin, au comité d'entreprise, la direction a menacé de liquider purement et simplement l'entreprise à la fin de la semaine, si le plan de redressement qui prévoit 532 licenciements n'est pas accepté par les syndicats ! Pour appuyer cette menace, la direction a annoncé de nouveaux licenciements contre les grévistes, si ceux-ci ne reprenaient pas le travail dès mardi matin.

### Berliet : les caristes reprennent les débrayages

Depuis la fin mai, les 300 caristes de Berliet Vénissieux, dans la banlieue de Lyon, étaient en grève. Ils refusaient l'installation de «mouchards» sur les chariots, pour enregistrer tous leurs déplacements : temps pour effectuer les manœuvres, nombre d'arrêts, charge transportée... Nouveau moyen imaginé par la direction pour intensifier les cadences, alors que les accidents sont déjà nombreux : on peut en compter une trentaine par mois ! Face à la surdité de la direction, les caristes avaient occupé leurs locaux. La direction avait alors lockouté massivement ! Vendredi, pour obtenir la levée du lock-out, la CGT appelait les caristes à reprendre le travail. Ce qui fut fait. Lundi, les caristes reprenaient leurs débrayages, à raison de 4 heures par jour.

### Projet de loi contre le droit de grève à l'EDF

Le député André-Georges Voisin, apparenté RPR, a déposé fin mai un projet de loi «tendant à éviter que l'exercice du droit de grève par les personnels de l'EDF ne paralyse la vie économique de la nation». Dans son «exposé des motifs», le député s'étend largement sur les dangers que ferait courir la grève «avec cessation de la distribution de l'électricité»... L'article proposé est le suivant : «L'exercice du droit de grève par les personnels de l'EDF ne peut se traduire par la cessation de la distribution de l'électricité. Un décret fixera les modalités d'application de la présente loi par analogie avec les dispositions réglementant le droit de grève de certains personnels des services publics». A titre d'exemple, rappelons simplement les poursuites engagées par le directeur de l'hôpital de Blois contre 11 infirmières, à la suite d'une simple grève administrative qui n'avait nullement mis en danger la sécurité des malades !

Igney (Vosges)

## UNE FÊTE DU PCF OU LES OUVRIERS DE BOUSSAC NE SE RETROUVENT PAS

Le week-end dernier se tenait la fête annuelle de la fédération des Vosges du PCF, dans la petite localité d'Igney (mairie PCF), à quelques kilomètres au nord d'Épinal, au bord de la Moselle. Le PCF, selon ses dires, avait voulu lui donner «un caractère particulier, vu la situation économique et sociale que connaît notre département». Plusieurs débats devaient être organisés. Porcu, de la Fédération de Lorraine du PCF, et Favaro, du Comité central, avaient même fait le déplacement. En fait, il n'y eut point de débat, et c'est un manque de perspectives flagrant qu'on a pu voir durant ces deux jours.

Le samedi, il n'y eut personne, et même le bal n'y fit rien. Dimanche, quelques centaines de personnes étaient présentes, des jeunes surtout, venus à l'évidence plus pour écouter le chanteur Renaud et partir dès la fin de son tour de chant, que pour écouter les propositions du PCF. «Des forums ? Ah, moi vous savez, on m'a mis là, je ne suis pas au courant, demandez donc aux dirigeants», déclare le militant qui vend les billets à l'entrée.

Dans un stand, on peut lire : «Ici on mange, ici on adhère». La même absence de propositions se re-

trouve chez les JC : «1 F pour soutenir les JC». Au bout de 5 minutes de refus, ça devient franchement drôle : «1 F, rien qu'1 franc, rien qu'1 petit franc pour soutenir, c'est quand même pas beau-coup»...

Point de propositions d'action, si ce n'est un rouleau de papier, accroché à un stand, où on est appelé à mener l'action avec les communistes... en signant, ou l'invitation à «venir casser la gueule à Boussac» à un autre stand. «Demandez les T-shirts vivre et travailler au pays, 15 F !» C'est le stand de l'UL-CGT (la CFDT n'a pas été invitée) d'Épinal, représentée par la secrétaire de l'UD. Où sont donc les travailleurs de Boussac ?

Au stand du journal paysan du PCF, *La Terre*, je demande ce que le PCF propose aux travailleurs de Boussac : «Ce n'est pas mon rayon, je ne suis pas au courant».

La seule proposition pour Boussac, ce sera la tenue d'Etats Généraux des Vosges, un remake du cahier des pauvres, où les travailleurs sont invités à parler de leur misère, comme toute perspective...

R.F.

## SUCCEs DE LA FÊTE DE LA RENCONTRE FRANÇAIS-IMMIGRÉS A CHELLES

De très nombreux travailleurs, tant français qu'immigrés, sont venus participer aux deux journées de fête de la rencontre français-immigrés, les 10 et 11 juin, au Centre Culturel de Chelles. Ces deux journées ont été marquées par une ambiance particulièrement chaleureuse. Bien souvent, on y est venu en famille.

Il faut rappeler que Chelles, dans la banlieue parisienne, est une municipalité PCF, et que ce dernier avait refusé la tenue de cette fête au Centre Culturel. C'est ainsi que le PCF tente d'étouffer, une lutte qui depuis des années qu'elle dure, s'est construite dans l'autonomie, et a refusé ses tentatives de mise au pas !

Malgré cela, la rencontre, organisée à l'appel du Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en grève, s'est déroulée dans la joie. Très nombreuses pièces de théâtre, groupes musicaux et poétiques, mais aussi de nombreux débats sur les années de

lutte engagées par les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra. A cette occasion, des extraits du film en cours de réalisation sur la lutte ont été projetés. Les résidents ont rappelé les menaces d'expulsion des leaders préférées par Stoléru, les saisies massives sur les salaires qui se multiplient, comme à Citroën. Le délégué du Comité de Résidents de Vitry a déclaré : «Tant que nos 49 revendications ne seront pas acceptées, nous resterons en grève». Celui du foyer du Bourget a retracé les étapes d'une lutte qui dure depuis le 3 juin 73, à la suite de l'augmentation des loyers. Une nouvelle augmentation de 6,5 % vient d'ailleurs d'arriver dans deux départements (77 et 94).

Face aux nouvelles menaces qui pèsent pour cet été, la fête de Chelles a constitué une étape dans la mobilisation qu'il faut continuer à développer, en vue du rapport de forces nécessaire.

abonnez-vous  
abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

- Ou parmi les livres : Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paul Lejeune).
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran).
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN).
- La Commune de Paris (Lissagaray).
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
- Saire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFDT)
- Nucléaire, danger immédiat.
- Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balafine.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca Chile Resistencia
- Nausac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation  
de la carte «abonné-ami»  
du Quotidien du Peuple

Entrée gratuite dans les meetings et réunions  
du PCRml  
réductions dans certaines librairies  
et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales) .....  
Prénom .....  
Ville .....

Date : .....

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cedex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit  
immédiatement à la commande soit en trois fois (200 F à la  
commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos  
abonnés disposent d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un  
certain nombre d'avantages.

# RENAULT : ● Deux heures de débrayage ● Les travailleurs questionnent les directions syndicales

● Dans toutes les usines de la Régie, les syndicats CGT et CFDT appelaient mardi à 2 h de grève pour « protester contre les interventions policières », notamment à Cléon, et pour « exiger l'ouverture de négociations ». Bien tardive cette « riposte » des directions syndicales.

Les éléments qui nous parvenaient en début de matinée mardi de toutes les usines Renault faisaient état d'une certaine désorientation des travailleurs face à la situation créée par les directions syndicales : les querelles de boutique, les divisions d'état-majors, la passivité quand il fallait prendre des initiatives, l'opposition ouverte, quand ce n'est pas le sabotage pur et simple... tout cela a pesé lourd, trop lourd. Déjà, dès le début de la lutte, à Cléon surtout, les travailleurs et les militants syndicaux de base avaient dû se battre fermement pour imposer la grève d'abord, puis l'occupation ensuite.

Tout au long de la lutte, depuis le début de l'occupation de l'atelier des presses à Flins, les directions syndicales ont tout fait pour éviter qu'elle ne s'étende dans chaque usine comme dans l'ensemble des groupes. Pourtant, nombreux étaient les militants et les travailleurs qui exigeaient : leurs revendications sont les mêmes. Cela, les directions syndicales, de peur que le mouve-

ment ne leur échappe, ont refusé de le prendre en compte.

La journée d'action décidée pour mardi ressemble fort à une dernière touche d'ensemble pour « reprendre dans l'unité ». Vieille tactique, aussi vieille que les sabotages des directions syndicales. Mais cette fois, cela risqué de ne plus marcher. Il est en passe de s'achever, le temps ou les « appareils » pouvaient manipuler à loisir les mouvements des travailleurs. La contestation gagne aussi de nombreux militants de base qui n'hésitent plus à dénoncer ouvertement les directions. Plus encore ; il ne s'agit plus seulement de critiquer les dirigeants la question commence à être posée de prendre soi-même les choses en main puisqu'ils ne le veulent pas.

Le mouvement à la Régie n'est pas terminé. Il serait faux de l'enterrer aussi rapidement comme font tous les médias aux ordres de la bourgeoisie. Cependant, le manque de perspectives et l'isolement voulus par les appareils syndicaux lui ont porté des coups.

Cette fois, les directions syndicales ne s'en tireront pas si facilement. Elles devront rendre des comptes. Il faudra bien qu'elles se soumettent à la volonté des travailleurs et des larges franges de militants. Ou qu'elles se démettent.

G.P.

## Cléon LES TRAVAILLEURS SE POSENT DES QUESTIONS

● Partis à 1 000, la manifestation à Rouen lundi se terminait après un parcours inhabituellement long à près de 3 000 manifestants. De très nombreuses entreprises étaient représentées. Une grande majorité d'ouvriers et d'ouvrières composait la manifestation. Ces derniers se faisaient remarquer par leur combativité ; « il est pauvre, le régime à Giscard qui nous envoie ses flics et ses clébards » criaient-elles à pleins poumons tandis que les dirigeants syndicaux qui s'étaient une fois encore appropriés le micro tentaient à tout prix de limiter les slogans à : « Les flics hors de l'usine, patrons, négociez », en insistant tellement sur l'ouverture des négociations plutôt que sur la satisfaction des revendications que cela renforçait encore la défiance d'un grand nombre d'ouvriers à leur égard.

Sans doute à cause du caractère combatif et assez massif de la manifestation, la direction de Renault-Cléon faisait retirer vers midi les CRS qui stationnaient à proximité de ses bâtiments, hors de l'enceinte proprement dite de l'usine mais à moins de 100 mètres de la plupart des ateliers. Il faut dire également que leur présence avait été vécue ce lundi matin comme une pression inadmissible pour la plupart des ouvriers, puisqu'ils avaient refusé de travailler. Pourtant, une fois les CRS repliés à plusieurs kilomètres, les

ouvriers du quart de l'après-midi ont réagi comme leurs camarades du matin : par une manifestation combative dans les ateliers. Le fait que cette manifestation rencontre un succès équivalent à celle du matin (environ un millier) montrait nettement que c'est tout autant le maintien des flics au pied des bâtiments de la direction que le principe de leur intervention qui avaient révolté les ouvriers de Cléon. Aux ouvriers de l'après-midi, s'étaient joints des ouvriers du matin ou de la « normale » qui faisaient ainsi leur 3<sup>e</sup> mani-

festation de la journée, si l'on compte celle de l'équipe du matin et celle qui s'était dirigée vers la préfecture à Rouen.

### LA QUESTION DE LA REOCCUPATION

C'est en effet que la question de la réoccupation était posée. La direction a beau avoir pris la dérisoire précaution de faire découper les portes de l'usine, ce n'est pas cela qui serait de nature à empêcher les grévistes à reprendre possession de leur outil de travail. Beaucoup d'ouvriers ressentent la nécessité de faire ce que les grévistes des presses ont fait à Flins. La réoccupation n'est-elle pas le seul moyen efficace de faire pression sur la direction. Nombreux sont ceux qui pensent que si la direction a fait intervenir les flics, c'est qu'elle commencerait à être sérieusement gênée : « Raison de plus, disent-ils, pour réoccuper ». Toutefois, pour la plupart, les grévistes sont prêts à réoccuper s'ils ont des garanties « que la grève sera menée autrement que la semaine passée ». Tenir longtemps exige, c'est vrai, une prise en mains par les grévistes eux-mêmes de leur lutte, une réelle organisation de l'occupation, sans oublier la très importante coordination des différentes usines de la régie et des boîtes en lutte sur le coin ; elles ne manquent pas d'autant plus que comme nous l'avions indiqué dès la semaine dernière, Grave Sac (papier carton) est en occupation depuis lundi. C'est vraiment la journée du mardi qui sera décisive pour la suite de l'action. S'appuiera-t-on sur le rapport de force apparu au cours de différentes manifestations de lundi pour amplifier le mouvement, ou celui-ci va-t-il s'effriter ?

Mardi 6 h 45

## Cléon L'EQUIPE DU MATIN ET LA NORMALE DEFILENT DANS LES ATELIERS



## Flins Contre le défaitisme

Flins  
Contre  
le  
défaitisme

A Flins, des délégués que nous avons appelés mardi matin refusent le courant de défaitisme que font souffler les radios qui annoncent la reprise à Renault. Un peu vite d'ailleurs, car les ouvriers de Cléon les ont démentis en restant dehors toute la journée de lundi. A Flins, les presses sont toujours occupées par l'équipe de jour. Il n'y a pas de production. Le reste de l'usine montre sa solidarité en débrayant pour les 3 000 F minimum et 300 F pour tous. La revendication principale des ouvriers des presses, le P 1 pour tous reste un point de blocage. La Régie ne veut rien savoir. Elle est seulement prête à tenter un certain nombre d'expériences limitées. Pour résoudre le conflit, un médiateur a été nommé ; c'est une mesure à la mode et une façon de faire plaisir aux amateurs de négociations. Le médiateur, sans doute a dû être nommé pour faire passer la pilule que constituerait un échec de la lutte auprès des grévistes. Ce n'est pas sans action que peut réellement changer la situation, c'est seulement le rapport de forces imposé par les ouvriers des presses qui peut leur permettre d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

## Sandouville UNE SEMAINE DE DEBRAYAGES

Sandouville : il y a juste une semaine, l'évacuation des grévistes des presses à Flins avait provoqué la colère parmi les ouvriers de Renault Sandouville. Tout le reste de la semaine, des débrayages de huit heures par poste, autant dire une grève quasi-totale, aient paralysé l'usine. La question de l'occupation était même largement débattue. Les manœuvres de la direction, pour limiter le nombre d'ouvriers entraînés dans l'action, étaient une à une déjouées : l'ouverture de nouvelles portes pour les cars, entre autres, n'avait pas réussi à empêcher la jonction des grévistes et des ouvriers arrivant par cars. Pendant plusieurs

jours, les traditionnelles roulantes avaient rendu les ateliers déserts, et la direction s'inquiétait sérieusement pour sa production. Pendant toute cette semaine, que les dirigeants syndicaux étaient dans le plus petit détail, écoute et révolte la masse des travailleurs : lundi soir, manifestation de la seule CFDT

au Havre ! Mardi matin, manifestation toujours au Havre, à l'appel de la seule CGT ! Pour la majorité des gars qui se sont mobilisés toute la semaine dernière, cet « esprit de boutique » sans rapport avec ce qu'ils espéraient après l'intervention des flics à Cléon, ne fait que discréditer ceux qui l'affichent, et même plus largement, les syndicats eux-mêmes. Beaucoup parlent même de révolte contre le sabotage de leur lutte. Dans les sections syndicales elles-mêmes, un débat est engagé, bien des militants sont décidés à demander des explications à exiger des comptes.

## Flins MENACE DE 86 LICENCIEMENTS

L'intervention des flics demandée par la direction de la Régie n'étant pas parvenue à casser la détermination des grévistes des presses, c'est maintenant les menaces de licenciements massifs qui planent. 86 travailleurs des presses ont été convoqués individuellement par la direction pour s'expliquer sur l'occupation. On connaît cette procédure d'intimidation : l'ouvrier est convoqué dans un bureau ou l'attendent en général plusieurs cadres

de haut niveau. Il est placé devant le choix suivant : ou il donne lui-même sa démission et « ça se passe bien », ou bien il est licencié à grand bruit et il a du mal à retrouver du travail. Des dizaines de travailleurs grévistes ont été expulsés des usines par ce processus. A l'origine, cette procédure avait été mise en place soi-disant pour permettre aux ouvriers mis en cause par les patrons de s'expliquer, de se défendre. Artifice juridique, cette mesure per-

met en fait de liquider nombre d'ouvriers « en douceur », soumis qu'ils sont à d'intolérables pressions de la part de gens « qui ont l'habitude ».

Les travailleurs des presses de Flins ont refusé d'entrer dans ce petit jeu. Ils se sont rendus tous ensemble avec les délégués dans les bureaux. Evidemment, la direction a refusé de les recevoir en groupe. Là-dessus, les grévistes sont retournés occuper leur atelier.

Cléon, à 8 h 15, les travailleurs de l'équipe du matin et la « normale » qui voulaient poursuivre la lutte et avaient refusé de rentrer dans l'entreprise décident de manifester dans les ateliers. A 500 environ, ils bloquent les chaînes de moteurs R 6 et des boîtes de vitesse R 18. Un flic s'est introduit au milieu de la maîtrise, probablement pour repérer « les meneurs ». Sifflé, il est contraint de quitter l'atelier des R 6 ; on le retrouvera quelques minutes plus tard aux R 18 ayant troqué sa gabardine beige pour une blouse blanche. Une nouvelle fois il sera chassé sous les sifflets et les quolibets. A la sortie de l'atelier, les directions syndicales appellent les travailleurs à écouter leurs interventions ; dans leurs discours, elles affirment que le travail doit reprendre car « poursuivre le mouvement, c'est aller vers son pourrissement et donc faire le jeu de la direction ».

La direction CGT, contrairement à ce qui avait été décidé en réunion de militants, propose la reprise dès mercredi matin ; pour seule action elle propose de reprendre le mouvement jeudi sous une

forme qui reste à déterminer « après une vaste consultation des travailleurs ». Pour se justifier le responsable CGT (par ailleurs membre du PCF) s'est appuyé sur la réflexion ou d'un journaliste du *Matin* qui déclarait mardi : « J'ai envie d'écrire pour demain : Cléon reprend la tête haute ».

A la direction CGT, on part d'une idée de bon sens, pour essayer d'amener les gars à la conclusion qu'il faut reprendre : bien sûr, pour gagner, le mouvement doit être puissant. Or, il ne l'est plus assez. Donc, conclut la direction CGT, il faut reprendre le travail... Mais pourquoi, comment, en est-on arrivé à cette situation ?

C'est bien là-dessus que les travailleurs s'interrogent et commencent à demander des comptes. Et ce n'est pas la promesse d'une action spectaculaire qu'on ne peut définir plus précisément parce que les cadres sont là, mais dont on peut garantir que toute la presse parlera jeudi, qui peut faire oublier l'écrasante responsabilité des gens du PCF dans la CGT, et des réformistes style PS dans la CFDT.



## Dans les autres usines de la Régie

**Au Mans.** Les syndicats CGT et CFDT appelaient les 9 500 travailleurs de Renault Le Mans à débrayer mardi pendant 4 heures, en deux fois. Deux heures à 8 h 45 et deux heures à 14 h 30.

**A Douai.** Lundi, les débrayages ont été importants ; la production a péniblement atteint la moitié de la normale. Pour ce mardi, la CGT appelait à deux heures de grève minimum par atelier, laissant chaque secteur déterminer les formes d'action précises.

**A Billancourt.** Les syndicats CGT et CFDT appelaient à un débrayage de deux heures, entre 8 h 45 et 10 h 15, et à une manifestation jusqu'au siège de la Régie.

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....  
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19.

# La libéralisation des prix

## UNE NOUVELLE MANIERE D'ACCELERER L'ASSAINISSEMENT

Par J.-P. MORVAN

Le 19 avril dernier, lors de sa déclaration de politique générale devant la nouvelle assemblée nationale, Barre, reconduit comme Premier ministre, avait présenté les grands axes du plan Barre III

Depuis, une série de mesures prises en conseil des ministres concernant à la fois les prix industriels et les tarifs publics, l'épargne et l'emploi, permettent aujourd'hui de se faire une idée beaucoup plus nette des intentions du pouvoir.

Depuis aussi, beaucoup de choses ont été dites autour du thème inattendu de la «libération des prix», du «libéralisme de Barre», voire même du «Barrisme». Là aussi, une série d'opérations, notamment la mutation de la Direction des prix du Ministère des Finances en «Commission de la concurrence» permet d'y voir plus clair. En fait, de quoi s'agit-il, que présentent Barre et son ministre de l'Industrie, Monory ?

Toujours le même objectif : Assainir, éliminer tout ce qui handicape le retour à un certain niveau de compétitivité, développer ce qui aujourd'hui s'exporte le mieux, «adapter la France aux nouvelles conditions de l'économie internationale», c'est-à-dire poursuivre plus que jamais cette restructuration et ce redéploiement entamé, il y a déjà 4 ans.

Pour ce faire, l'essentiel des moyens mis en place lors de la réalisation des plans Barre 1 et Barre 2, sont reconduits. Il s'agit notamment de tout ce qui concerne la surveillance et le contrôle des coûts de production, et plus particulièrement l'évolution des salaires, dont la progression reste attachée à celle de l'indice. A ce propos, «l'intransigeance gouvernementale demeure et compte entraîner celle du patronat. C'est là un des sens attachés aux nouveaux moyens mis en œuvre. Quels sont-ils ?

Les nouveaux moyens : une double opération sur les prix : la «libération des prix industriels», une nouvelle opération «vérité des prix» pour le secteur public, une nouvelle tentative de mobiliser l'épargne et de réactiver la bourse. Un grand oublié : le chômage et 1 500 000 chômeurs que les manipulations de l'indice de l'emploi n'ont pas fait disparaître.

Enfin, et c'est peut-être là l'essentiel qui nous fait mesurer les biens faibles marges de manœuvre du pouvoir aujourd'hui, un double pari.

1) que les travailleurs renoncent pendant 3 ans, jusqu'en 1981, jusqu'aux prochaines élections présidentielles, à toute lutte, fassent leur, l'appel aux «sacrifices et à la patience» pour l'emploi, à la «compréhension la plus large» quant à l'évolution de leur salaire !!!

2) qu'au bout du compte, les

économies locomotives du monde capitaliste redémarrent et entraînent le tout vers la reprise et la croissance !!!

### OPÉRATION DES PRIX : UN COUP D'ACCELERATEUR A L'ASSAINISSEMENT

En septembre 1976, les marges de Monsieur Barre pour la poursuite de l'assainissement étaient limitées aux échéances législatives de mars 1978 et au risque d'une large mobilisation des travailleurs. Après avoir, par une dramatisation sur le thème de l'inflation, tenté par tous les moyens de maîtriser l'évolution des coûts de production, notamment des salaires, il lui a fallu lever le pied, améliorer certains indices quelques mois avant les législatives.

Aujourd'hui, la situation, sous cet angle, a changé et Barre ne peut que la mettre rapidement à profit pour sa politique d'assainissement. En effet, beaucoup reste à faire avant que le capitalisme français retrouve des «conditions plus saines» d'exploitation des travailleurs dans la concurrence internationale.

200 entreprises d'importance sont en sursis : selon les statistiques du Tribunal de Commerce de Paris, qui statue en matière de faillite et de liquidation, les passifs des entreprises ont doublé au premier trimestre 78. Manufrance, Boussac, — l'un des premiers groupes textiles —, les difficultés de l'acier, des chantiers navals, du bâtiment... Au total, une entreprise sur cinq connaîtrait aujourd'hui de sérieuses difficultés, soit de trésorerie soit de marché. De fait, parce que faiblement rentables, ces entreprises pénalisent aujourd'hui tout effort de l'impérialisme français pour retrouver une certaine compétitivité internationale.

De plus, elles constituent pour les finances de l'Etat un véritable

gouffre. L'Etat aurait, selon le rapporteur général à la Commission des Finances du Sénat, dépensé 10 milliards de francs en 1977, 12 milliards en 1978 par le seul canal du budget et ce simplement pour les maintenir en survie. Et encore, il faudrait ajouter à ces chiffres les soutiens extrabudgétaires, les allègements toujours «exceptionnels», mais toujours reconduits, les arriérés d'impôts ou de cotisations sociales... En définitive l'addition est sans doute deux fois plus lourde que ce que nous révèle le rapporteur général du Sénat.

Pour atteindre l'objectif qu'il s'est assigné : assainir, Barre doit éliminer tout ce qui boîte le plus, soutenir tout ce qui renforce la compétitivité du capitalisme soutenir tout ce qui renforce la compétitivité du capitalisme français, qui exporte le plus et le mieux «stimuler les entreprises les plus compétitives». Et pour cela, du point de vue d'ensemble de la bourgeoisie, le temps presse. Il en va de la place de l'impérialisme français dans la concurrence internationale. D'où cette double opération : «vérité des prix» et «libération des prix».

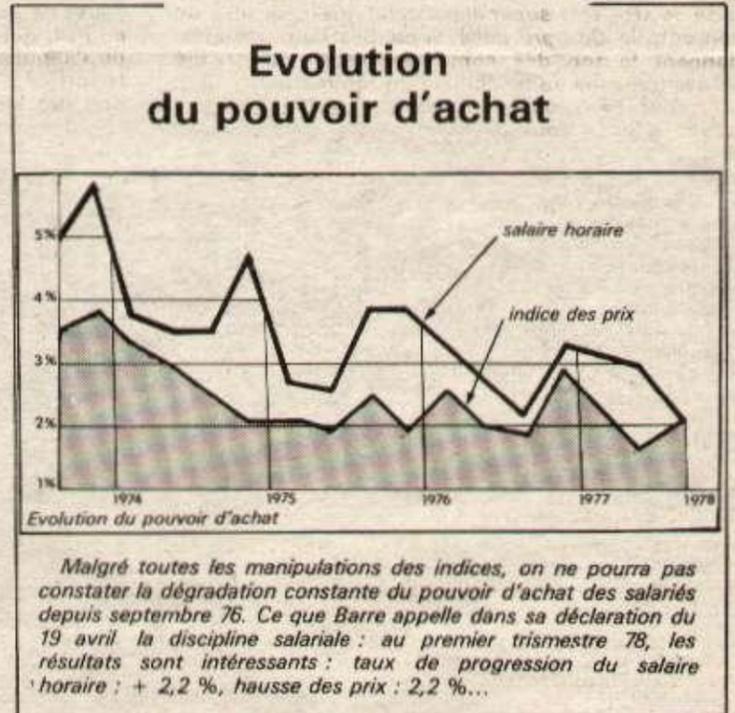
### «VERITE DES PRIX» : ECONOMISER POUR MIEUX SUBVENTIONNER

Dans le secteur public, il s'agit en fait d'une opération en hausse des tarifs publics. Désormais ce sera «l'usager» qui supportera un peu plus les déficits du secteur public. Il s'agit, en transférant à l'usager le coût du retour à l'équilibre financier des entreprises publiques et de leurs efforts d'investissement, pas seulement de minimiser le déficit budgétaire (que l'on chiffre d'ores et déjà à 20 milliards de francs) mais de dégager ainsi des ressources qui iront «stimuler les entreprises (privées) compétitives», c'est-à-dire l'électronique, la mécanique de précision et l'automobile qui effectue un retour en force depuis 18 mois. Il faut ajouter quelques secteurs en légère amélioration : équipement du foyer, le cuir, le papier-carton, la chimie, les métaux.

### «LA LIBERATION DES PRIX» : OU LA CONCURRENCE CONTRE LES CANARDS BOITEUX

Dès l'annonce par Barre, le 19 avril, de la prochaine réalisation de cette mesure, les spéculations sont allées bon train. N'assistait-on pas à un retour au capitalisme «sauvage», «libéral», du début du siècle ? A l'abandon du dirigisme étatique, pilier du capitalisme monopoliste d'Etat ? N'est-ce pas là le résultat le plus tangible de la victoire électorale des partis de droite sur la gauche et surtout, toutes choses confondues, sur les travailleurs ?!

Il faut d'abord mesurer l'ampleur d'une telle libération : elle ne concerne que les prix internes et industriels. De larges secteurs y échappent : les produits agri-



coles, les services, les services publics. Enfin, les marges commerciales restent toujours bloquées. On est très loin du libéralisme intégral.

Ensuite, la première liste de produits concernés (annoncée le 1<sup>er</sup> juin) indique bien dans quel état d'esprit le gouvernement envisage cette libération : elle ne concerne que des produits soumis soit à la concurrence nationale et internationale rendant quasiment impossible toute hausse de prix, soit à de très importants stocks (la conserverie par exemple) qu'il faut écouler (là aussi toute hausse de prix paraît compromise).

Troisièmement, quoique du côté du CNPF ont ait caressé l'espoir d'une libération totale et brutale dès le 1<sup>er</sup> juillet, Barre semble organiser cette libération de telle manière qu'un tel processus n'échappe en rien au contrôle de l'Etat, en la réalisant progressivement (du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 1978) et en s'assurant à chaque fois de son efficacité, un retour en arrière étant toujours possible.

Enfin une telle libération a un double aspect. Si Barre transfère le pouvoir de décision en matière de prix au patronat, surtout au grand patronat, maître des marchés, il n'abroge pas la loi de 1945 qui organisait le contrôle des prix mais la modifie et renforce ainsi la Commission de la Concurrence qui voit ses pouvoirs et leur domaine s'amplifier. Il n'est donc pas question de renoncer au dirigisme !

De quoi s'agit-il en fait ? Précisément de mieux orienter, d'organiser quelque peu ce nécessaire assainissement, cette inéluctable restructuration pour le capitalisme français aujourd'hui. Premier effet de cette libération des prix : exposer les secteurs traditionnellement protégés (bâtiment, travaux publics, alimentation...) qui sont en fait ceux qui pèsent aujourd'hui le plus sur toute amélioration de la productivité (électro-ménager,

papier...) et dont la survie exige un détournement important de ressources si nécessaires aux secteurs les plus compétitifs — qui sont les derniers espoirs de l'impérialisme français —.

Ainsi, une telle mesure pour ces secteurs justifiera d'importants licenciements soit pour liquidation, soit pour restructuration ; les patrons pourront motiver leur décision en se réfugiant derrière la dure loi de la concurrence.

Deuxième effet, favoriser ainsi le transfert de nombreux moyens financiers vers les secteurs et les entreprises compétitives, afin précisément de renforcer encore leur compétitivité en leur permettant de consolider leurs acquis en productivité. D'autres mesures viennent aujourd'hui renforcer ces effets : la réduction (de moitié d'ici 1980) des subventions, l'encadrement sélectif du crédit et des avantages fiscaux non négligeables, enfin les mesures récemment prises pour mieux orienter l'épargne vers les entreprises compétitives pour les aider à financer leurs investissements.

En définitive, cette «libération des prix» et son corollaire la «vérité des prix» dans le secteur public prend un tout autre sens, restituée dans l'ensemble du dispositif mis en place en ce moment avec célérité par Barre et son gouvernement. Elle révèle les intentions du pouvoir : relancer cette restructuration dans laquelle l'impérialisme se trouve engagé depuis 4 ans déjà.

Le «libéralisme» de Barre, le «Barrisme», outre tout ce que l'on en sait sous l'angle des atteintes aux conditions de travail et de vie des travailleurs, c'est en fait «mobiliser» pour sa politique d'assainissement un «mécanisme du marché», la concurrence sans pour autant porter atteinte aux fondements du capitalisme monopoliste d'Etat, ni même en réduisant d'un pouce l'importance des interventions économiques de l'Etat.

## L'aide publique aux industries privées

L'aide de l'Etat aux entreprises privées suit des circuits compliqués et parfois inattendus. Le directeur de la Direction générale de l'Industrie a tenté l'inventaire de ces aides connues en 1975 (à l'époque le Premier ministre était Chirac). Aides que Barre voudrait mieux organisées et surtout ne plus servir de bouées de sauvetage aux canards boiteux ni au secteur public mais plutôt, aller aider ceux qui en ont le moins besoin en fait.

Primes au développement région	0,4 milliard de francs
Prêts de fonds pour la restructuration (automobiles, sidérurgie, etc.)	1,7
Prêts aux entreprises en difficulté	0,4
Crédits de politique industrielle	0,1
Aides à la recherche industrielle	0,5
Dotations en capital aux entreprises publiques du secteur industriel	0,9
Bonification d'intérêt au crédit national, crédit hôtelier	0,4
Aide à l'exportation	1,0

A cela il faut ajouter :	
les cotisations impayées à l'URSSAF	1,9
Les arriérés d'impôts	7,0
Total en 75	14,3 milliards de francs

## Italie

# UNE FORCE S'AFFIRME CONTRE LE «COMPROMIS HISTORIQUE»

### 7 millions de voix (1/4 de l'électorat) contre la loi Reale

«Les NON ont vaincu mais...», titre *La Repubblica* de mardi matin. «Victoire des NON mais pourcentage de OUI très supérieur à celui attendu» titre de son côté le *Corriere della Sera*. Ces commentaires donnent le ton des commentaires de la grande presse italienne au lendemain du référendum. Lundi soir, à la télévision, un dirigeant du PCI remarquait quant à lui : «Nous devons méditer sérieusement

ce résultat inquiétant.» En effet, les résultats du référendum italien révèlent une forte remise en cause de la politique des principaux partis, de la DC au PCI, qui participent au gouvernement Andreotti, ou l'appuient. Une mise en cause qui s'exprime par le fort pourcentage de OUI à la demande d'abrogation des lois sur le financement des partis et sur «l'ordre public».

23,2 % des Italiens qui ont voté dimanche et lundi, soit près de 7 millions de personnes, se sont prononcés en faveur de l'abrogation de la loi Reale sur «l'ordre public». Et 43,7 % des votants, soit 13,5 millions d'Italiens ont voté contre la loi de financement des partis. Quant au taux d'abstentions qui dénote une certaine défiance à l'égard des lois soumises à référendum, il est particulièrement élevé pour l'Italie : près de 20 % alors qu'il est généralement plus bas dans les autres consultations électorales italiennes.

#### DÉFIANCE A L'ÉGARD DE L'ÉTAT

Le «Oui» au rejet de la loi de financement des partis est même majoritaire dans plusieurs villes : il atteint près de 55 % à Rome. Ce fort pourcentage peut s'expliquer partiellement — très partiellement — par le fait que des partis, tel le PS, dont l'électorat est nettement plus faible que celui des deux principaux partis, PCI et DC, n'étaient pas favorables à une loi de financement qui prévoit que les fonds alloués aux partis doivent être répartis directement en proportion de l'importance de leur électorat.

Par ailleurs, certains éléments de la droite de la démocratie chrétienne s'étaient prononcés à la veille du référendum pour l'abrogation d'une loi de financement qui est censée régenter «plus rigoureusement» la répartition des crédits publics et remettre en cause la pratique des pots-de-vins aux partis. Cette pratique est en effet particulièrement développée dans un pays où le «clientélisme» a été érigé en institution par une démocratie chrétienne dont l'appareil est étroitement imbriqué avec celui de l'Etat, et qui s'est beaucoup distinguée par les scandales financiers et la corruption.

Le PCI ne manquera sans doute pas d'assimiler l'importance du nombre de «Oui» à l'abrogation de la loi de financement, à une simple conséquence de la propagande d'une partie de la DC, alors que la réalité est différente.

En effet, nombreux sont les Italiens qui n'entendent pas être dupes des «garanties» offertes par un Etat corrompu où les postes de direction sont occupés par des gens tels que l'actuel président de la République, le démocrate-chrétien Giovanni Leone, lui-même impliqué dans des affaires comme celle des pots-de-vin de la firme américaine Lockheed (qui faisait pression pour faire acheter ses



Alors que tous les grands partis, de la DC au PCI, ont fait campagne pour le Non, une forte opposition s'est dégagée contre le «compromis historique».

avons par l'Italie). Des gens, somme toute, dont la «réputation» n'est plus à faire en Italie.

La défiance d'une part importante de l'électorat italien à l'égard de la loi sur le financement des partis, votée en «urgence» en 74 à la suite d'une succession de scandales sur les «fonds secrets» des partis traduit donc une défiance à l'égard de l'Etat italien lui-même. Mais les résultats de la consultation électorale de dimanche-lundi prennent tout leur sens avec le pourcentage obtenu par les «Oui» à l'abrogation de la Loi Reale.

#### LA SIGNIFICATION DES OUI POUR L'ABROGATION DE LA LOI REALE

La loi Reale, depuis son entrée en vigueur, en mai 75 a déjà causé la mort de 200 personnes ; en effet elle autorise la police à se servir de ses armes chaque fois que, de son point de vue, le maintien de l'ordre «l'exige». De nombreux policiers qui avaient tiré sur des manifestants ont pu ainsi échapper à toute poursuite. Cette loi en plus de son caractère inconstitutionnel est une grave atteinte aux libertés démocratiques car dans de nombreux cas elle supprime le droit de l'accusé à rester en liberté provisoire. Sur certains points elle représente une aggravation des lois fascistes mussoliniennes.

Si la coalition des partis bourgeois qui ont fait campagne contre l'abrogation de la loi étaient d'avance assurés d'avoir la

majorité, le pourcentage significatif obtenu par les organisateurs du référendum (M.L.S. Lotta Continua et Parti Radical) rend compte des difficultés croissantes rencontrées par le PCI pour faire accepter le renforcement de l'Etat bourgeois. Pour sa part la Démocratie Chrétienne renforcée par ses succès électoraux du 14 mai, espérait obtenir par ce référendum une approbation sans faille de sa politique réactionnaire sur le maintien de l'ordre public.

La DC n'a pas eu pratiquement à intervenir pendant la campagne, laissant ce soin à Berlinguer. Le PCI a parfaitement joué son rôle, utilisant les arguments les plus réactionnaires pour défendre le renforcement des lois répressives.

Le PCI avait tout fait pour entraîner la CGIL — la CGT italienne — dont il contrôle la direction, dans la campagne pour la défense de la loi Reale. Le Séguy italien, Lama, avait pris position dans ce sens, dans un éditorial de *L'Unità*.

#### UNE PARTIE DE L'ELECTORAT DU PCI CONTRE LA LOI D'ORDRE PUBLIC»

Mais au cours même de la campagne précédant le référendum, le «consensus» que veulent imposer les partis bourgeois autour de la défense de l'Etat avait déjà été mis à mal. Ainsi par exemple, un certain nombre de sections syndicales de la métallurgie, s'étaient prononcées

pour le «Oui» à l'abrogation des deux lois soumises au vote de dimanche-lundi.

Les résultats du référendum confirment l'ampleur de cette mise en cause du «consensus social». Un premier pointage indique qu'au moins un tiers de l'électorat du PCI et deux tiers de l'électorat du PS ont voté contre les mots d'ordre des dirigeants de ces partis en se prononçant pour le «Oui» à la suppression des lois. Alors que les partis de la majorité parlementaire pronostiquaient environ 13,5 % de «Oui» pour l'abrogation de la loi Reale et 20 % pour l'abrogation de celle sur le financement des partis, le résultat final est considéré par les organisations d'extrême-gauche qui sont à l'initiative de ce référendum, comme une importante victoire pour tous ceux qui refusent la défense de l'Etat bourgeois et la collaboration de classes.

Que ce résultat intervienne après le matraquage réalisé par les mass-média à la faveur de l'affaire Moro pour favoriser de nouvelles atteintes aux libertés démocratiques, est significatif de la persistance de l'opposition populaire à la politique de «compromis historique» préconisée par le parti révisionniste.

La tentative des partis, du PCI à la DC, de faire passer tous ceux qui refusaient le soutien à l'Etat pour des sympathisants des «Brigades rouges» n'a donc pas réussi à casser la volonté croissante affirmée par la classe ouvrière, notamment fin 77 et début 78, d'une expression autonome vis-à-vis des partis bourgeois de droite comme de gauche.

## ALLEMAGNE : LA LEGISLATION D'EXCEPTION AGGRAVEE

La semaine dernière, le Bundestag a voté une nouvelle loi qui aggrave la panoplie de lois d'exception dont dispose déjà la bourgeoisie allemande sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Cette loi donne aux autorités des possibilités supplémentaires pour installer des écoutes téléphoniques et ouvrir le courrier de tous les «suspects». Elle établit un système obligatoire de fichage au niveau national de tous les voyageurs qui descendent dans un hôtel.

Cette loi énumère également tous les objets qui peuvent être reconnus comme «armes par destination» dans les manifestations. Enfin, elle donne aux juges la possibilité d'instaurer des «procédures d'urgence» en cas de «procès de terroristes» en limitant les recours et les procédures auxquelles peuvent faire appel les avocats, ce qui limite encore

davantage les droits de la défense.

Pendant ce temps, en Suisse, s'ouvrait le procès de Gabrielle Kroeher-Tiedemann et de Christian Moeller, accusés d'appartenir à la Fraction Armée Rouge. Emprisonnés depuis décembre, ils ont été soumis à des conditions de détention inhumaines, analogues à celles de la sinistre prison de Stammheim : isolement total, éclairage quasi-constant, surveillance télévisée des cellules, etc. Le procès a lieu à l'intérieur d'une prison et il est pratiquement interdit au public. La bourgeoisie suisse semble particulièrement appliquée à copier le modèle allemand de répression. Elle lui a d'ailleurs déjà emboîté le pas en créant un corps spécial de police fédérale qui s'est signalé l'année dernière par sa répression des manifestations anti-nucléaires.

## LA FSM, HAUT-PARLEUR DE BREJNEV

Dans une déclaration publiée dimanche par le journal des syndicats soviétiques, la FSM condamne violemment les syndicats «libres» comme celui que Klebanov a créé en URSS. En même temps, la Fédération Mondiale s'attaque à tous ceux qui les soutiennent. Selon elle ceux-ci «s'ingèrent dans les affaires intérieures d'autres syndicats en tentant de montrer que dans les pays socialistes existent d'autres forces syndicales. En réalité, il s'agit de renégats «dissidents» qui n'ont rien de commun avec les travailleurs».

Pour la FSM, il s'agit d'une campagne faisant le jeu «des milieux militaristes de l'impérialisme qui cherchent à gêner le processus de la détente internationale et le développement de la

coopération entre les peuples». On peut voir clairement qu'à la FSM, c'est directement Brejnev qui tient le porte-plume. Ainsi la direction de la CGT qui a pris position au dernier congrès contre la répression en Tchécoslovaquie et en URSS et a reçu des membres de la Charte 77 se trouve associée à cette condamnation ! En prenant une position de retrait des instances dirigeantes de la FSM et en faisant certaines critiques, Séguy espérait rester dans la fédération tout en se démarquant des positions du social-impérialisme.

Il voulait réformer et «démocratiser» la FSM. Après cette attaque grossière et brutale, voilà qui risque de s'avérer quasiment impossible.

## De Guiringaud en Tunisie

Le ministre des Affaires étrangères de Guiringaud a fait un voyage officiel en Tunisie à l'occasion d'une session de la «grande commission» de coopération franco-tunisienne. Mais il ne s'agit pas simplement d'une visite de routine : elle intervient après la grève générale de janvier sauvagement réprimée par le régime de Nouira, après le démantèlement du syndicat UGTT. De Guiringaud a rappelé à l'occasion de sa visite l'existence d'une «coopération technique militaire» avec la Tunisie. Rappelant l'«attachement de la France à la sécurité de la Tunisie», il a déclaré : «Cette assistance concourt à l'accroissement des moyens militaires de la Tunisie et donc à la sécurité de ce pays». Quand on sait l'utilisation faite par l'impérialisme français de ce genre d'accord au Tchad et au Zaïre, on peut se demander si cela ne révèle pas une menace d'intervention au cas où le régime de Nouira serait à nouveau menacé par des mouvements populaires.

## NOUVELLES DE RFA

## L'impérialisme allemand en Argentine

C'est avec une satisfaction à peine dissimulée que la bourgeoisie allemande a accueilli, en mars 1976, le putsch des militaires argentins. «Pour les entreprises travaillant en Argentine, la situation ne pourra que s'améliorer», constatait la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» à l'époque, et Daimler-Benz de souligner dans son rapport d'activité de 1976 : «La stabilisation politique et économique en Argentine depuis le printemps 1976 a influé positivement sur notre entreprise». Bien que seulement 1,4 % du capital ouest-allemand à l'étranger soit investi directement en Argentine, ces investissements ont une grande importance pour la bourgeoisie allemande, le capital étant placé avant tout dans les secteurs-clé de l'industrie : construction mécanique, chimie, électronique, automobile. 95 % des bus pour les transports publics argentins sont fabriqués par Daimler-Benz ; avec ITT, Siemens contrôle l'ensemble du système de télécommunication argentin et a élargi en outre, pour le Mundial, le réseau téléphonique pour 230 millions de DM. Les groupes chimiques et pharmaceutiques comme Bayer, BASF et Hoechst ont pu s'assurer une certaine position de monopole sur le marché argentin.

Grâce à ses investissements dans les branches-clé de l'industrie, l'impérialisme ouest-allemand est devenu le deuxième partenaire commercial de l'Argentine. La République fédérale y livre surtout machines, appareils électriques, matériaux chimiques de base. C'est ainsi que la Kraftwerk-Union a conclu un contrat de 80 millions de DM pour la livraison de combustibles nucléaires pour le réacteur atomique Atucha construit par Siemens et AEG.

En même temps, la République fédérale est, après les Etats-Unis, le deuxième créancier de l'Argentine qui est endettée pour 1,2 milliards de DM auprès de l'Allemagne fédérale.

Et pour assurer à long terme ses sources de profit dans l'Argentine fasciste, l'impérialisme ouest-allemand soutient aussi directement la junte dans sa répression du peuple argentin — notamment en lui livrant l'équipement (véhicules, moteurs, etc) pour sa police et son armée.

## NOUVELLE VAGUE D'HYSTÉRIE «ANTI-TERRORISTE»

A Berlin-Ouest, le détenu politique Till Meyer a pu s'échapper de la prison malgré les importants dispositifs de sécurité et les contrôles extrêmement sévères imposés aux défenseurs. Après cet incident, l'état d'urgence a été proclamé à Berlin, des opérations d'alarme ont été déclenchées. Des milliers de policiers armés jusqu'aux dents ont barré les routes, perquisitionné des appartements, procédé à des arrestations arbitraires. En République fédérale également, des recherches à grande échelle ont été entreprises. Et la presse bourgeoise, chaîne Springer en tête, ne s'est imposée aucune restriction pour appeler à «la chasse aux terroristes» pour créer une nouvelle fois ce climat d'hystérie et de délation que l'on ne connaît que trop bien depuis l'affaire Schleyer.

Pourtant, l'évasion du «terroriste» Till Meyer a eu lieu à un moment tout à fait opportun pour la bourgeoisie allemande. Les travailleurs et les masses populaires commencent à manifester clairement leur ras-le-bol devant la politique d'austérité et de répression du gouvernement fédéral. Réduction des allocations de retraites, baisse du pouvoir d'achat, augmentation d'impôts, la collaboration ouverte de la police des garde-frontières avec les renseignements généraux — autant de choses que le gouvernement fédéral a intérêt à faire oublier en appelant à la «solidarité nationale face au terrorisme».

## EXPLOITATION ACCRUE DES JEUNES TRAVAILLEURS

Pour pouvoir accorder des postes d'apprentissage aux 630 000 jeunes demandeurs cette année d'un premier emploi, les associations patronales réclament maintenant la «suppression de dispositions freinant la formation», dispositions dont feraient partie avant tout la loi sur la protection de la jeunesse et la loi sur les handicapés. Passer outre les réglementations sur la sécurité des jeunes, leurs heures de travail, exploiter encore davantage les jeunes travailleurs handicapés — tels sont les vœux du patronat. Quant aux jeunes travailleurs immigrés, le patronat s'est montré moins «préoccupé» selon une disposition prise récemment par le gouvernement fédéral, les jeunes immigrés entrés en RFA après le 31 décembre 1976 se voient refuser toute possibilité de formation ou d'emploi. Déjà aujourd'hui, plus de 45 000 jeunes sont touchés par cette réglementation.

Anne RHEIN

## ERYTHRÉE, LA MENACE DEMEURE

● Selon des informations fournies par le TPLF (Front de libération du Tigré), les troupes que le régime de Mengistu a massées à la frontière avec l'Erythrée depuis plusieurs semaines commencent à se mettre en marche. Les fronts de libération de l'Erythrée ont coordonné leurs opérations avec le TPLF pour faire face à la contre-offensive du dictateur éthiopien. Cependant, il ne semble pas que les forces soviéto-cubaines acceptent de s'engager directement dans cette opération.

Bien qu'ayant soutenu, armé et transporté les troupes d'occupation éthiopiennes depuis plusieurs mois, l'URSS et ses mercenaires de différents pays ne trouvent pas assez d'appui international pour pouvoir envisager de participer à cette aventure. La prétendue «contre-offensive» de Mengistu semble devoir être une fois de plus vouée à l'échec, comme l'avaient été en 1976 et 1977 les deux «marches rouges» pour la reconquête de l'Erythrée. En effet, même si elle est suréquipée et surarmée, l'armée de Mengistu, reflétant la situation d'un régime miné de contradictions, semble être plus affaiblie et démoralisée que jamais. De plus l'arrivée imminente de la saison des pluies entravera sa progression et rendra les bombardements difficiles.

## MANŒUVRES EN REcul DE L'URSS

Alors qu'il semble se confirmer de diverses

sources que les Cubains n'engagent pas directement leurs forces le Sud-Yemen envisagerait de retirer les techniciens et les tankistes qu'il avait mis au service de Mengistu. Comment expliquer ce recul de l'URSS et de ses alliés ? Avant tout par la fermeté du mouvement de libération. Devant l'agression militaire et l'intervention étrangère, le mouvement de libération érythréen a refusé de céder et a résisté courageusement. S'appuyant sur ses victoires militaires, il a, de plus, mené une offensive diplomatique dans le monde entier pour briser l'isolement provoqué par les attaques et les calomnies de l'URSS. C'est ainsi que, ces dernières semaines, le FPLE a effectué une tournée dans plusieurs pays africains auprès desquels il a fait connaître la juste cause de l'indépendance de l'Erythrée. Il a également fait une campagne en Europe, au cours de laquelle il a contraint plusieurs partis révisionnistes,



Combattants du Front de Libération de l'Erythrée.

le PCI en particulier à faire des déclarations de soutien au peuple érythréen. De plus, plusieurs pays arabes, qui craignent la pénétration de l'URSS en Mer Rouge ont réaffirmé leur opposition à l'intervention étrangère en Erythrée. De plus le mouvement de non-alignés notamment à l'initiative de la Somalie et de la Yougoslavie a condamné la politique d'intervention au service de l'URSS, de Cuba et l'a menacé d'exclusion du groupe. Dans cette situation, même si l'URSS a épousé les projets du régime éthiopien et veut, en lui permettant de la reconquête, s'installer en Erythrée, elle a renoncé à le faire pour l'instant. L'URSS peut d'ailleurs à ce sujet entrer en contradiction avec la politique de Mengistu : même si ses intérêts dans la Corne de l'Afrique sont importants, elle soumet sa tactique dans cette région à sa politique d'ensemble en Afrique et dans le Tiers Monde.

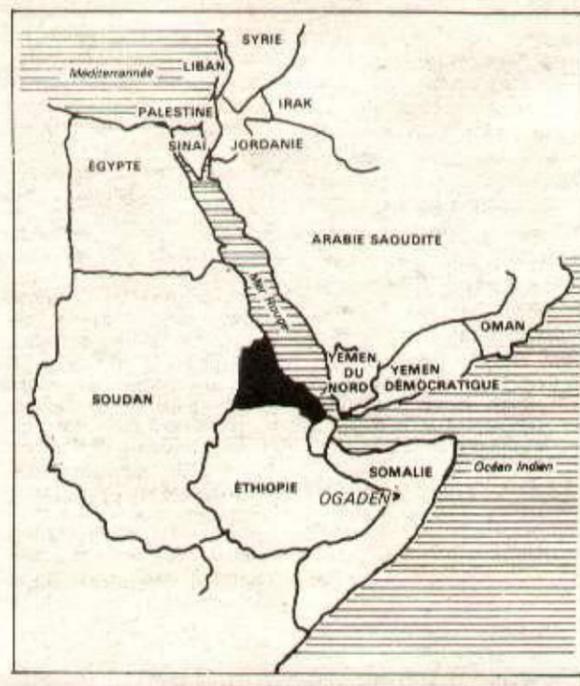
Dans la mesure où le recul, bien qu'effectif, n'est que tactique, il est évident que le social-impérialisme continue à menacer le mouvement de libération et le peuple érythréen. Sous prétexte d'éviter l'affrontement et de proposer une solution «politique» à la question de l'Erythrée, il est probable que l'URSS va relancer ses propositions de «fédération». Le mouvement de libération a déjà répondu : il lutte pour son droit inaliénable à l'indépendance : il ne peut être question d'une «fédération» entre un peuple opprimé en lutte et le régime annexionniste sanguinaire de Mengistu. Pour le FPLE accepter cela, ce

serait renier quinze ans de lutte.

En fait le but du social-impérialisme peut être, en alternant menaces militaires et manœuvres politiques, de s'infiltrer en Erythrée par tous les moyens, y compris en tentant de diviser le mouvement de libération. La présence d'un représentant d'Allemagne de l'Est au Congrès d'une organisation de masse du FLE, l'invitation de l'organisation de jeunesse du FLE à Cuba pourraient aller dans ce sens. L'URSS espère se poser en médiateur pour patronner une prétendue «fédération». En faisant de la propagande pour un tel projet, elle pourrait alors déclencher cette fois une véritable offensive contre les patriotes érythréens qui le refuseraient, en les traitant de «séparatistes».

C'est donc à une stratégie complexe du social-impérialisme que va devoir faire face le mouvement de libération érythréen. D'une part l'URSS et ses mercenaires maintiennent leur pression militaire (bombardements des zones libérées, soutien logistique aux troupes éthiopiennes) et continuent à menacer directement le peuple érythréen. D'autre part l'URSS tente de s'imposer en Erythrée par des manœuvres politiques d'encercllement et de division. Le mouvement de libération érythréen s'opposera à cette double tactique en intensifiant la lutte armée, en continuant à renforcer ses liens avec les masses populaires et en consolidant l'unité FPLE-FLE pour opposer un front uni aux menaces des super-puissances contre le peuple érythréen.

J.P. CHAMPAGNY



## 10 militants péruviens exilés en Argentine sont toujours emprisonnés

Lundi soir, nous étions toujours sans nouvelles des 10 militants péruviens arrêtés et expulsés en Argentine. Deux autres révolutionnaires péruviens : Hugo Blanco, dirigeant paysan et Ricardo Napuri ont été libérés par la junte argentine dans la soirée de vendredi, ils doivent d'avoir la vie sauve à un journaliste qui les a photographiés à leur descente d'avion, évitant ainsi qu'on les fasse disparaître. Les

autres exilés se trouvent détenus dans une caserne militaire de l'infanterie dans la ville de Jujuy.

L'exil forcé des militants politiques et syndicaux fait suite à l'arrestation de 2 000 personnes au Pérou. L'Etat d'exception et le couvre-feu ont été décrétés dans tout le pays, les chars sillonnent les rues. Le pouvoir militaire a décidé de repousser les élections au 18 juin.

## Niger - Bénin

Dans un communiqué commun publié à l'issue d'une visite du chef de l'Etat nigérien au Bénin, les gouvernements, des deux pays affirment que la paix, la sécurité et le progrès en Afrique passent par le respect des chartes de l'OUA et de l'ONU, notamment le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Ces deux gouvernements, bien que présents à la conférence franco-africaine, avaient désapprouvé le projet giscardien de «force interafricaine». Par ailleurs, les deux chefs d'Etat demandent la réunion d'urgence du sommet de l'OUA sur le Sahara Occidental.

## PROGRAMME TELE

## BLOC NOTES

## Mardi 13 juin

## TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Eh bien, raconte.  
 20 - 00 - Journal  
 20 h 30 - La fille de Stépan. Film TV soviétique.  
 21 h 50 - Contes à vivre debout. Promenades dans deux localités du Rouergue. Stages d'artisanat : sculpture, photographie, tissage, poterie, mécanique, ferronnerie, jardinage, théâtre...  
 22 h 50 - Journal et fin.

## A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Top club.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 45 - Faut-il laisser mourir Karen ? Débat : régler la mort.  
 23 h 30 - Journal et fin.

## A 2

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Tribune libre.  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Dix hommes à abattre. Film américain de Bruce Humberstone (1955). Avec Randolph Scott, Western.  
 21 h 40 - Journal et fin.

## Mercredi 14 juin

## TF 1

18 h 10 - A la bonne heure : la grande galerie va revivre.  
 18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes.  
 19 h 15 - Une minute pour les femmes.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Journal  
 20 h 30 - Des magiciens.  
 22 h 20 - Eh bien raconte.  
 23 h 30 - Journal et fin.

## A 2

18 h 00 - Journal  
 18 h 35 - Coupe du monde de football  
 20 h 30 - Journal  
 21 h 35 - Moi, Claude empereur. Feuilleton britannique  
 22 h 25 - Question de temps : A chacun sa santé. Magazine sur les techniques différentes de la médecine traditionnelle.  
 23 h 25 - Journal et fin.

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Cinéma 16 : Au-delà du miroir.  
 21 h 55 - Journal  
 22 h 10 - Ciné regards

L'histoire incroyable et vécue d'un homme envoyé à l'hôpital psychiatrique à la place d'un aliéné dangereux du nom de Max Blanc qui vient tout juste de s'évader. Un imbroglio hallucinant où Marc Blanc Lapière est amené à créer une «université psychiatrique», manipulé par le médecin chef qui sait utiliser celui qui est pensionnaire pour poursuivre ses «recherches» sur la «télécommande» du cerveau humain.

M. Blanc Lapière devra lutter plusieurs années pour récupérer son identité, c'est-à-dire sa liberté. De nombreux patrons le

rejetent compte-tenu de son... passé psychiatrique ! Il a été fiché comme interné pendant 11 ans pour «schizophrénie» ! Il engage un procès il y a 12 ans et échappe de peu à une nouvelle tentative d'internement arbitraire, qui le conduit en prison et dont il n'échappe que grâce à ses défenseurs.

Une histoire poignante et révoltante éditée au moment du procès de Toulouse. Une pièce accablante à verser au profit des internements psychiatriques d'office.

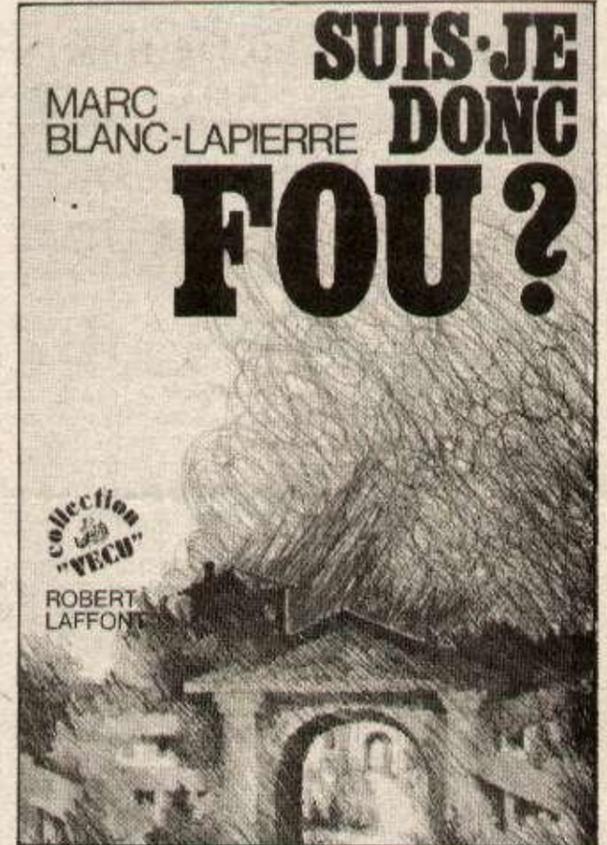
«Suis-je donc fou?» R. Laffont - 409 pages, 45 F.

## «Minamata and Co» montée au théâtre de la Commune d'Aubervilliers

La pièce d'Osamu Takahaschi, traduite par Catherine Cadou, sera présentée à partir du 9 novembre 78 par la Compagnie Roger Blin au théâtre de la Commune d'Aubervilliers. La mise en scène est de Roger Blin que nous laissons présenter les raisons pour lesquelles il a choisi «Minamata and Co»: «Notre corps est notre seul bien. Par lui, nous sommes solidaires de ceux que nous aimons, proches ou lointains. La société industrielle sous couleur de progrès, prétend œuvrer, pour notre mieux-être. En réalité, elle tend, par l'aberration du profit, à la destruction de notre corps plus sournoisement que par les guerres. Par tous ses orifices, par tous ses pores, il est agressé. Dans les villes, qui peut

maintenant porter sans méfiance à sa bouche, le pain, les légumes, les poissons, la chair des animaux ? Dans quelle mer, dans quel fleuve bientôt, oserons-nous tremper notre corps ?

Tout cela se passe sournoisement jusqu'au jour où soudain le crime a lieu, le crime éclate. L'affaire de Minamata est l'un de ces crimes, l'un des plus «spectaculaires», dirons-nous si ce mot n'avait un relent d'esthétisme. Ce crime a été perpétré au Japon, il y a quelques années et ses conséquences ne sont pas près de s'éteindre. La pièce d'Osamu Takahaschi est un cri déchirant, le cri des victimes, non pas une plainte lyrique et vague contre le sort, mais un cri d'accusation féroce, circonstancié, qui nous concerne tous, car si



les suppliciés qui nous sont montrés sont japonais, nous savons que des meurtriers sont aussi parmi nous.

Takahaschi qualifie sa pièce de «didactique». Les tragédies grecques, en un sens, l'étaient aussi. Mais si les anciens Dieux avaient des caprices, des fantaisies et représentaient l'inexplicable de la Nature, les Dieux modernes, en lunettes et vestons bien coupés, sont des monstres froids, manquant de fantaisie et ne s'intéressant qu'aux arabesques des cours de Bourse.

Quand Catherine Cadou, dans sa belle adaptation, m'a fait connaître l'œuvre de Takahaschi, j'ai pensé qu'il serait passionnant et utile de la présenter au public français, car les manigances de la Société

Chisso pour étouffer l'affaire, la complicité du gouvernement, les mille astuces juridiques, les corruptions d'experts et de responsables syndicaux, les intimidations constituaient une architecture dramatique exemplaire, très forte, dont le corps de l'homme exploité serait le centre, le corps nu du pauvre, empoisonné dans son seul bien, le droit de vivre».

Roger BLIN

Du 9 nov au 10 décembre 1978. Coquille. Théâtre de la Commune. 2 rue Edouard Poissar. 93 Aubervilliers. Tel 833.16.16.

Les autres pièces produites à Aubervilliers seront : «Si jamais, je te pince» d'Eugène Labiche, et «Platonov» d'Anton Tchekov.

# Et l'acier fut trempé

## 149<sup>e</sup> épisode

Kortchaguine quitte le sanatorium pour renforcer le parti dans la lutte contre les trotskystes. Un accident arrive, Kortchaguine va être opéré du genou...

Plusieurs personnes, le nez masqué de gaze, se tenaient dans la salle d'opération.

Reflets de nickel des instruments chirurgicaux, une table étroite, une énorme cuvette sous la table. Lorsque Kortchaguine s'allongea sur le «billard», le professeur finissait de se laver les mains. On procédait aux derniers préparatifs de l'opération. Pavel regarda. Une infirmière disposait des bistouris, des pinces. L'interne Bajanova défaisait son pansement.

Ne regardez pas, camarade Kortchaguine, dit-elle doucement. C'est d'un effet déplorable sur les nerfs.

— Les nerfs ? De qui voulez-vous parler, docteur ?

Et il sourit ironiquement.

Quelques minutes plus tard, un masque s'appliqua étroitement sur son visage, le professeur expliqua :

— Ne vous inquiétez pas. On va vous chloroformer. Respirez profondément, par le nez, et comptez.

Une voix étouffée répondit calmement.

Bien. Je vous présente d'avance mes excuses pour les éventuelles expressions déplacées.

Le chirurgien ne put réprimer un sourire.

## (Extraits)

## Nicolas OSTROVSKI

Les premières gouttes de chloroforme répandirent leur odeur étouffante, détestable.

Kortchaguine fit une profonde inspiration et commença à compter, s'efforçant de prononcer distinctement. C'est ainsi qu'il entra dans le premier acte de sa tragédie.

Artem faillit déchirer la lettre en ouvrant l'enveloppe. Emu sans savoir pourquoi, il déplia la feuille. Ses yeux s'accrochèrent aux premières lignes et parcoururent précipitamment le texte jusqu'à la fin.

Artem, nous nous écrivons très rarement. Une, deux fois par an ! Mais qu'importe la quantité ! Tu écris que tu as quitté Chépétovka avec la famille pour l'installer au dépôt de Kazatine, afin d'arracher les racines. Je comprends de quelles racines il s'agit : la mentalité arriérée de Stécha, sa psychologie de petite propriétaire, ses parents et tout le reste. C'est difficile de réformer des gens comme elle. Je crains que même toi tu n'y arrives pas. Tu dis qu'il est dur d'étudier quand on arrive à un certain âge, mais tu ne l'en feras pas si mal. Tu as tort de t'accrocher obstinément à la production et de refuser la présidence du Soviet de la ville. Tu l'as battu pour le pouvoir ? Eh bien, prends-le. Accepte le poste dès demain et mets-toi au travail.

En ce qui me concerne, ça va plutôt mal. Je me suis mis à fréquenter les hôpitaux, on m'a charcuté à deux reprises, mais malgré le sang

versé et les efforts dépensés, personne ne m'a encore dit quand je verrai le bout de cette histoire.

J'ai perdu tout contact avec la vie militante, je suis devenu un «malade professionnel», je souffre énormément. Résultat — paralysie du genou droit, quelques cicatrices sur tout le corps, et enfin, dernière découverte des médecins : il y a sept ans, j'ai reçu un choc à la colonne vertébrale, et on me dit maintenant que le risque de le payer très cher. Je suis prêt à tout supporter pour pouvoir reprendre ma place dans les rangs.

Il n'y a rien au monde de plus terrible pour moi que d'abandonner le combat. Je ne peux même pas l'envisager. C'est pourquoi j'accepte tout, mais il n'y a pas d'amélioration et les nuages s'épaississent de plus en plus. Après ma dernière opération, dès que j'ai pu marcher, j'ai repris le travail, mais on m'a ramené presque aussitôt. Je viens de recevoir un bon de séjour pour le sanatorium «Mainak» à Eupatoria. Le départ est pour demain. Ne t'en fais pas, Artem, tu sais que je ne me laisse pas emporter facilement. J'ai assez de vitalité pour trois. Nous en mettrons encore un coup, frangin. Prends soin de ta santé, ne soulève pas des poids de deux cents kilos. La réparation coûte cher ensuite au Parti. Les années nous apportent l'expérience, l'étude nous donne le savoir. Ce n'est pas pour trainer dans les hôpitaux. Bonne poignée de main.

Pavel KORTCHAGUINE.

Au moment où Artem, fronçant ses sourcils broussailleux, lisait la lettre de son frère, Pavel faisait ses adieux à Bajanova. Elle demanda en lui serrant la main :

— Vous partez demain pour la Crimée ? Comment comptez-vous occuper la journée d'aujourd'hui ?

(à suivre)

## Les radios libres une idée qui fait son chemin

«La radio pourrait être le plus formidable appareil de communication qu'on puisse imaginer pour la vie publique, un énorme système de canalisation, ou plutôt, elle pourrait l'être si elle savait non seulement émettre mais aussi recevoir, non seulement faire écouter l'auditeur mais le faire parler, ne pas l'isoler mais le mettre en relation avec les autres». Cette citation extraite de la *Théorie de la Radio* de Bertolt Brecht, nombre de radios libres y font référence. Le monopole de la diffusion empêche cette communication dont parle Brecht, et

impose la vision du pouvoir dont il est l'instrument.

«Une Radio libre, c'est une radio ouverte, où tous les points de vue doivent pouvoir s'exprimer. On a intérêt à débattre les idées même les plus extrêmes, on a toujours intérêt à écouter les gens si on veut les convaincre». Radio Banlieue Sud définit ainsi son projet de radio libre : elle poursuit sa réflexion en compagnie des Radioteuses (collectif radio féminin) et de Radio Aventure que nous avons rencontrés !

## LES RADIOS LIBRES PRENNENT LA PAROLE

# «La parole, on nous l'a volée, nous pouvons la reprendre»

Par Pierre CHATEL

Si les collectifs radios libres qui se créent actuellement, désignent clairement leur but, celui de propager l'expression populaire ou celle des minorités, certains ne fonctionnaient au départ que pour la satisfaction propre de leurs animateurs, qui faisaient de la radio comme on pratique un hobby. Radio Aventure, qui émet depuis février 77, à l'heure où n'existait qu'un nombre infime de radios libres, se définit à cette époque comme «une radio divertissement, la radio libre, on ne savait pas ce que c'était. Les trois premiers mois, c'était surtout une radio de musique, où on parlait de musique. On abordait bien quelques petits problèmes, mais très rapidement sans approfondir». Cependant le «divertissement», avec le fonctionnement en vase clos qu'il sous-tend très vite ne satisfait plus : «On avait envie de faire quelque chose de plus sérieux, de faire véritablement un peu d'information... On avait le désir de faire participer les gens, d'établir une communication horizontale, de faire entrer les gens dans la radio. Ce qu'ils ne peuvent pas faire ailleurs sinon répondre à des questions ou participer à des jeux débilisants, genre Europe 1 ou RTL». Pour Radio Banlieue Sud, si la volonté de se mettre à l'écoute de l'extérieur était affirmée dès le départ, la concrétisation de ce projet n'a pas été sans poser quelques problèmes : «La première fois que nous avons émis, c'était le 15 février (78), la seconde, début mars et la troisième le 20 mai. Nous avons tout arrêté un moment, voyant que c'était une initiative très «personnelle» et que nous n'avions aucun soutien populaire, que nous ne représentions rien, sinon nous-mêmes. Pour des gens qui veulent faire une radio ouverte, c'est un peu léger. C'est-à-dire qu'avant il y avait des gens qui venaient aux réunions en «touristes», ça en restait là... C'était dur, pas d'idées nouvelles, pas de projets, rien. Alors en secouant un peu les gens on a réussi. Maintenant c'est reparti».

multiplicité des collectifs radios, un collectif féminin, les radioteuses, s'est constitué, insérant leur projet dans le cadre de la lutte des femmes : «Nous nous situons en même temps par rapport au monopole et aux radios existantes, et aussi par rapport aux radios libres. On se veut une radio faite par des femmes. Faire une radio que l'on contrôle, c'est s'assurer que notre parole passera. D'autre part, pour nous c'est aussi un moyen d'apprendre et de connaître la technique».

### CRÉER DES LIENS

Banlieue Sud fait apparaître la contradiction qui se dessine, «... c'est dommage de parcelliser, de cloisonner... d'un côté une radio d'immigrés, de l'autre une radio de femmes... au contraire, ce qui peut être intéressant, c'est de permettre des rencontres entre divers groupes, de leur faire savoir que sur un même lieu ils existent et ainsi créer des liens. Montrer qu'il y a une certaine unité, comme dans un quartier, il y a une certaine unité et que chaque individu en est partie prenante...»

Les radios libres, un haut-parleur pour la lutte

Les radioteuses précisent alors leur projet : «Nous avons l'intention de traiter de sujets spécifiques, qui sont traditionnellement des sujets de femmes, mais pas uniquement cela. Nous voulons aussi parler de ce qui se passe au Zaïre, etc. Notre projet, c'est quand même que n'importe qui puisse passer, seulement nous allons privilégier certaines choses, essayer de servir de liaison entre les différents groupes de femmes, d'une autre façon que la presse. L'outil qu'est la radio permet des choses immédiates... Nous sommes une radio ouverte dans la mesure où nous voulons fonctionner avec le téléphone, des interventions d'auditeurs, nous ne voulons pas censurer sous prétexte que c'est un homme qui parle. Nous voulons privilégier la parole des femmes, mais aussi de ceux dont on ne parle jamais... Nous voulons mettre sur pied un outil qui soit utilisé par les autres».

### CRÉER UNE CERTAINE DYNAMIQUE

La question est alors posée des moyens à utiliser pour faire partager cet

outil, pour développer les liens avec l'extérieur, pour qu'il prenne son véritable sens. L'émission en public semble être la meilleure formule, pour, selon un membre de Radio Banlieue Sud, «briser le noyau du collectif radio qui malgré tout bloque l'avancée. Nous avons fait le choix de faire du différé (enregistré) parce que la meilleure «pub» pour la radio c'est quand même d'émettre, même si elle fait des trucs qui ne correspondent pas complètement à ce que nous voulons faire. Nous avons fait le choix, lors des émissions enregistrées en public de ne pas retravailler les cassettes. Sur cette base, des gens sont venus nous voir sur le marché lors d'une écoute publique, et les gens qui nous ont dit qu'ils viendraient. Ça crée une certaine dynamique».

Le différé fait allusion à la répression. Les flics intervenant presque systématiquement contre les radios libres, et celles-ci, à l'exception de certaines comme Radio Verte Fessenheim ou Radio 44 entre autres qui émettent depuis longtemps, n'ont pas encore créé les liens indispensables avec la population pour permettre le

rapport de forces et protéger les émetteurs. Pour y remédier, l'émission est enregistrée en public, et sa diffusion se fait d'un endroit «clandestin» qui permette de cacher le matériel en cas d'intervention policière. Mais qui sont les auditeurs des radios libres ? A cette question, Radio Banlieue Sud précise que : «La notion est différente... quand tu écoutes une radio libre, tu n'es pas un auditeur classique... il y a tellement de choses qui se passent derrière : la petite aiguille qui se met sur la fréquence, à côté de France-Musique... tu ne peux pas être neutre. La parole, la communication est vraiment chargée d'un autre sens, on ne tombe pas là par hasard. 9 fois sur 10, le poste reste réglé bien tranquillement sur la même fréquence».

Alors nous ne croyons pas à la naïveté du «j'étais là par hasard». Ce qui est intéressant, c'est que quelqu'un qui se branche, même en temps qu'auditeur, il y a une espèce de démarche, genre «la parole on nous l'a volée, nous pouvons la reprendre». L'auditeur est forcément critique, il se donne les armes pour prendre parti...»

### «IL N'Y A PLUS D'AUDITEUR PEINARD»

Le téléphone semble être un des moyens par lequel l'auditeur puisse formuler sa critique ; ceci n'étant pas possible lors d'une émission en différé, les écoutes publiques assurent cette intervention, qualifiée d'importante par un membre de Banlieue Sud : «Ça transforme les rapports avec les auditeurs. Lors de l'écoute collective que nous avons organisée sur le marché, les gens sont venus exprès nous dire : «J'habite là, j'entends très bien», ou «j'habite là, j'entends mal, il doit y avoir quelque chose qui fait écran». C'était un signe pour dire «moi je vous écoute, je m'intéresse à ce que vous faites». On avait fait des panneaux, mis une grande banderole, et on diffusait des tracts. A priori, ça n'est pas une intervention de radio, mais ce que nous expliquions, c'est que ça n'était pas une radio comme les autres, que c'était pour ça que nous voulions qu'elle soit écoutée un peu collectivement, que la radio n'était pas un but en soi. Nous disions «pourquoi écouter publiquement cette radio ? Parce que, ce qui y est dit, vous aussi pouvez le dire, parce que c'est ce que vous vivez tous les jours et d'habitude personne n'en parle. C'est justement pour en parler que nous sommes sur le marché». C'est la transformation, il n'y a plus l'auditeur peinard, passif, dans son coin».

Démarche à peu près similaire pour les animateurs de Radio Aventure, pour élargir le cercle des auditeurs «en se rendant sur le terrain, on sensibilisait les gens sur les nouvelles possibilités d'expression de la radio».

Les travailleurs, grâce à ces nouvelles possibilités d'expression, pourraient en faire le lieu de réflexion, de débats et de coordination qui fait souvent défaut à leurs luttes. Leurs expériences seraient là aussi déterminantes dans la lutte pour l'abrogation du monopole ; contre les informations mensongères, et contre tout ce qui déforme et détourne leurs aspirations, elles seraient déterminantes pour une réelle liberté d'expression.

### S'ASSURER QUE NOTRE PAROLE PASSERA

Malgré la diversité, et la

